

## TORNATA DELL'8 MARZO 1856

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE CAVALIERE BON-COMPAGNI.

**SOMMARIO.** *Relazione sul progetto di legge per modificazione alla convenzione colla Compagnia Transatlantica — Seguito della discussione del progetto di legge per la riforma provvisoria della tassa patenti — Tabella C, annessa all'articolo 3 — Il deputato Guillet svolge un emendamento intorno alla tassa sugli avvocati patrocinanti, che è rigettato — Questioni intorno alla classificazione degli avvocati, ed alla tassazione delle professioni liberali — Proposizione del deputato Chenal di rinvio alla Commissione della categoria riflettente gli avvocati — Si oppone il ministro incaricato delle finanze — Discorsi dei deputati De Viry, e Valerio in opposizione al sistema ministeriale, e parole in difesa del ministro suddetto — Repliche del deputato De Viry, e opposizione del deputato Gastinelli.*

La seduta è aperta alle ore 1 1/2 pomeridiane.

**CAVALLINI**, segretario, legge il processo verbale della precedente tornata, ed espone il seguente sunto di petizioni:

6082. Il maggiore generale in ritiro, conte Prospero Bon-Compagni, si rivolge alla Camera perchè, per le diverse considerazioni che espone, voglia eccitare il signor ministro della guerra a risarcirlo della privazione che soffersse dal 1852 in poi del beneficio di due razioni di foraggio al giorno che gli era stata accordata con regio decreto del 20 giugno 1837.

6083. Il vice-rettore degli oblati di Pinerolo eccita la Camera a provvedere perchè dalla Cassa ecclesiastica si proceda in modo meno coattivo, e siano rispettati almeno i diritti dell'umanità.

**PRESIDENTE.** Metto ai voti l'approvazione del processo verbale.

(È approvato.)

### RELAZIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER MODIFICAZIONI ALLA CONVENZIONE CON LA COMPAGNIA TRANSATLANTICA.

**FARINA P.**, relatore. Ho l'onore di presentare la relazione sul progetto di legge per modificazioni alla convenzione stabilita colla compagnia Transatlantica in Genova. (Vedi vol. Documenti, pag. 747.)

**PRESIDENTE.** Questa relazione sarà stampata e distribuita.

### SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE SULLA TASSA PATENTI.

**PRESIDENTE.** L'ordine del giorno chiama il seguito della discussione sul progetto di legge per modificazioni provvisorie alla tassa patenti.

La Camera avendo deliberato sull'articolo secondo e sulla tabella B, la quale fu ammessa, viene ora in discussione la

tabella C, coll'articolo terzo. La Camera rammenterà che era già stata intrapresa la discussione su questo articolo; che anzi era stata aperta sopra l'emendamento proposto dal deputato Guillet.

Quest'emendamento è così concepito:

« Gli avvocati ammessi a patrocinare davanti alle Corti e tribunali sono, dopo tre anni dalla loro ammissione, assoggettati a un diritto proporzionale di un quindicesimo sui valori locativi dei locali addetti all'esercizio della loro professione. »

Il proponente lo avrebbe ora modificato in questo senso: invece delle parole « sul valore locativo dei locali addetti all'esercizio delle loro professioni » direbbe: « un quindicesimo sul valore locativo delle loro abitazioni. »

Il deputato Guillet ha la parola per isvolgere il suo emendamento.

**GUILLET.** J'ai demandé la parole vendredi de la semaine dernière pour répondre à une affirmation que monsieur le ministre, chargé par intérim du Ministère des finances, a produite à la fin de la séance.

La Chambre voudra bien me permettre de parler encore une fois sur la première partie du tableau C, pour présenter aujourd'hui, en quelques mots, la réponse qu'il ne m'a pas été possible de faire, ni vendredi, parce que la séance a été levée, ni les jours suivants, à cause du changement survenu dans l'ordre du jour.

M. le ministre a dit que la taxe imposée en France sur les professions libérales, en vertu de la loi de 1850, est du 15<sup>m</sup> de la valeur locative de l'habitation entière, au lieu du 15<sup>m</sup> seulement de la valeur locative des locaux affectés à l'exercice de la profession, taux auquel se borne mon amendement. Le respect qui est dû à la vérité m'oblige à convenir que l'interprétation de M. le ministre m'a paru dès le principe et me paraît encore la plus conforme au texte et à l'esprit de la loi de 1850, combinée avec celle du 25 avril 1844, à laquelle elle se rapporte. J'ai dû croire cependant que je m'étais trompé en reconnaissant, par les pétitions qui vous ont été présentées, que le Conseil de l'ordre des avocats de Paris avait adopté une interprétation différente. Au reste, je le déclare, si mon amendement n'est combattu que parce que la

taxe que j'ai proposée paraît être insuffisante, eu égard à la pénurie du Trésor, je suis prêt à consentir à ce que le 15<sup>m</sup> dont j'ai parlé s'applique au loyer de l'habitation entière. Je suis prêt également à me rallier à toute autre proposition qui réunira ces deux conditions essentielles, une taxe modérée et le rejet des catégories. J'insiste particulièrement sur cette dernière condition, car il y va de la dignité du barreau qui serait offensée par une vaine et odieuse classification qui lui est profondément antipathique. Les avocats, qui sont les meilleurs juges de ce qui intéresse leur dignité, vous ont déclaré eux-mêmes que ces catégories les outragent. Et, après cela, vous voudriez encore braver un sentiment si respectable ! C'est impossible !

Puisque j'ai la parole, je demande la permission de répondre aussi un mot à l'honorable M. De Revel, rapporteur de la Commission. J'ai exprimé le regret que la Commission ne se fût pas assez préoccupée du système étrange que l'on propose d'introduire dans notre législation, le système des catégories dans lesquelles on voudrait parquer les hommes qui cultivent les professions libérales. L'honorable M. De Revel a prouvé lui-même la justesse de mon observation, car il a dit, dans la séance du 5 de ce mois, que la Commission n'avait pas, à propos d'une loi provisoire, à examiner des questions de principe.

L'honorable rapporteur a encore prouvé, d'une autre manière, combien mes regrets sont fondés; car, pour expliquer pourquoi la Commission ne s'était pas occupée du classement dont je venais d'exposer les fâcheuses conséquences, il a dit, dans la séance du 29 février, que l'application de la taxe basée sur les déclarations ou sur les loyers pouvait produire tous les inconvénients que je redoutais. J'en demande pardon à l'honorable M. De Revel; mais il a déplacé la question, puisque, la loi du 7 juillet 1853, la seule qui soit en vigueur aujourd'hui, ne repose nullement sur le principe des déclarations. Il ne s'agit pas de savoir si le système qu'on veut introduire n'est pas plus mauvais que tel ou tel autre système que l'on pourrait imaginer. La seule question à examiner est celle-ci: le système des classifications, appliqué aux professions libérales, est-il convenable, est-il possible, oui, ou non? La question est là et pas ailleurs. Nous l'avons résolue négativement en 1853. Je crois en avoir dit assez, trop peut-être, la première fois que j'ai pris la parole, pour prouver que nous devons persévérer dans notre première décision.

Je répète en finissant, ce que j'ai dit tout à l'heure. Si la Chambre croit que la taxe proposée par mon amendement soit insuffisante dans les circonstances actuelles, je me rallierai sans difficulté à une autre proposition qui remplirait les deux conditions essentielles que j'ai rappelées; un impôt modéré et la suppression des catégories. Je déclare même dès à présent modifier mon amendement en ce sens que la taxe à payer par les avocats soit du 15<sup>m</sup> de la valeur locative de l'habitation entière. J'espère que cette modification suffira pour satisfaire à toutes les exigences; car nous ne voudrions pas que le barreau soit, parmi nous, soumis à des conditions plus onéreuses que chez nos voisins. Il nous importe de ne pas avoir trop souvent le désavantage lorsque l'on vient à faire de semblables comparaisons, qui n'échapperont certainement à personne si nous refusons de faire droit à des représentations légitimes.

**PRESIDENTE.** Se niuno domanda la parola, metto ai voti l'emendamento dell'onorevole deputato Guillet, così concepito:

« Gli avvocati ammessi a patrocinare davanti le Corti e tribunali, sono, dopo tre anni dalla loro ammissione, assogget-

tati ad un diritto proporzionale del quindicesimo sul valore locativo delle loro abitazioni. »

(È rigettato.)

Viene ora l'emendamento del deputato Chenal, che più si allontana dal progetto della Commissione; esso è così concepito:

« I medici e gli avvocati saranno soggetti ad una tassa uniforme uguale alla media risultante dalla tassa delle varie categorie della tavola C. »

La tavola C si intenderebbe posta in discussione secondo il progetto del Ministero; a questa il deputato Chenal si proponeva di fare un'aggiunta che non si potè unire, perchè il suo emendamento era già stampato.

La parola spetta al deputato Chenal, ove intenda di svolgere il suo emendamento.

**CHENAL.** J'avais d'abord proposé de conserver les catégories des lieux suivant leur importance relative; j'avais demandé que l'on prit une moyenne selon le prix fixé respectivement pour ces diverses localités; plus tard j'ai vu que cette moyenne serait excessive; j'ai donc pensé que je devais modifier cet amendement en ce sens que les catégories des lieux seraient respectivement conservées suivant leur importance; mais que la taxe la plus haute pour les plus importantes localités serait de 300 francs pour tous les avocats indistinctement; pour la troisième de 150 francs, et pour la quatrième de 100 francs.

J'admets une autre exception.

**PRESIDENTE.** Mais ce n'est plus là votre amendement.

**CHENAL.** Je vous ai prévenu que je modifierais un peu mon amendement et vous m'avez répondu qu'il était inutile de le faire imprimer.

**PRESIDENTE.** C'est vrai.

**LANZA,** ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Formulez votre amendement d'après la modification que vous y avez introduite.

**CHENAL.** C'est ce que je vais expliquer à présent. Je dis que je conserve les catégories des lieux suivant leur importance; seulement je désire que les avocats ne forment qu'une seule catégorie dans chaque localité. Ainsi les avocats de Turin, par exemple, ne payeront que 300 francs et cela indistinctement: tous ceux de la seconde catégorie payeront 200 francs; ceux de la troisième 150 et ceux de la quatrième 100. Maintenant je modifie encore cet amendement en ce sens que les individus qui n'ont pas une étude à eux, tels que les substitués qui travaillent dans le cabinet d'un autre avocat, ne payeront que la moitié du prix de la catégorie de leur localité respective.

Quant aux avocats qui sont débutants, je demande que pendant cinq ans ils ne payent rien.

**DE VIRY.** Je crois qu'il conviendrait, avant d'entrer dans la discussion des différents amendements, de discuter le principe. Il y a un principe qui domine toute cette question, c'est celui de savoir si l'on veut ou non adopter la classification.

**CHENAL.** Je vais précisément combattre cette classification.

**PRESIDENTE.** Circa l'ordine della discussione, io intendevo di eccitare il voto della Camera appunto sull'emendamento del deputato De Viry, prima che su tutte le altre proposizioni, le quali ammettono quattro gradi. Veramente io non credeva che il deputato Chenal intendesse modificare così la sua primitiva proposta; ma ora che ha la parola, gli si può lasciare sviluppare il suo emendamento.

**CHENAL.** J'ai pensé qu'abrégier le travail de l'employé,

que faciliter la récupération des deniers, que simplifier les opérations c'était améliorer le projet de loi. C'est cette pensée qui m'a porté à formuler mon amendement. Les catégories qu'on veut nous faire adopter me semblent un grave sujet d'irritation, une blessure faite à l'amour-propre, un froissement continué entre des hommes qui ont des rapports continuels d'affaires, qui, dans l'intérêt de leurs clients, dans celui de les amener à une réconciliation, ont eux mêmes besoin d'une union, d'une fraternité que les catégories ministérielles ne peuvent qu'amoindrir.

La loi présentée n'est, au contraire, qu'une étiquette difamatoire mise sur le front des avocats qui seront placés dans les dernières catégories; c'est une espèce de pilori auquel on les assujettit. Cette division me semble inintelligente, en ce sens qu'elle tend à placer un avocat sous la dépendance morale de son collègue déclaré plus instruit que lui, de par la loi. Elle fait l'abnégation de la nature, qui ne développe le plus ordinairement une faculté physique ou morale qu'aux dépens d'une autre. Tel est Pyeugle, que la nature dédommage de la privation de la vision en lui concédant, comme compensation, une ouïe plus fine, un tact plus délicat que ceux du voyant.

Ainsi, tel avocat plaidant, qui est supérieur comme orateur, n'est qu'un second rang comme avocat consultant; tel se distingue dans le droit civil, qui est très-faible dans le droit criminel.

Montesquieu a avoué lui-même qu'il n'avait jamais rien compris à la procédure civile; il aurait donc fait un triste praticien; si avec cela le talent d'orateur lui eût fait défaut, votre loi l'aurait classé dans la dernière catégorie! (*Risa di approvazione a destra*)

Il y a d'ailleurs des consultations négatives, c'est-à-dire que ces consultations ne laissent aucune trace. En ce cas, l'avocat n'écrivant rien et disant tout simplement à son client qu'il n'a pas raison, cette consultation ne laisse aucun vestige. Or vous ne pouvez pas en apprécier le gain, puisque personne ne s'aperçoit de ce qui se passe entre le client et l'avocat.

On ne gradue pas les talents avec la précision qui seule peut s'adresser à des objets matériels. Je comprends une classification en vins de Champagne, en vins de la comète, en vins de seconde qualité et en piquette (*Viva l'arbità*); en draps superflus et en tiretaine; en poissons frais et en harengs-saurs (*Harità*); mais je ne puis accepter une gradation qui a trait à des aptitudes qui ont des nuances infinies.

Grâce à vos séries, nous aurons des *avocatin* officiels, par ordre, puis de simples avocats tout court, et enfin des *avocatin*, c'est-à-dire des abrégés, des épitomés, des spécimens d'avocats, des liliputiens en toge. (*Harità prolungata*)

Avec vos catégories, vous aurez les talons rouges de l'ordre, ceux qui auront droit au tabouret et ceux qui devront se tenir debout. Le tout selon le bon plaisir et fort arbitrairement.

Je dis mieux que cela, c'est que ces catégories seront une source d'épigrammes pour les classés comme pour le classificateur qui se fera l'appréciateur des intelligences d'autrui, qui souvent seront cent fois supérieures à la sienne. Elles appelleront l'ironie sur les élus comme sur les réprouvés. Ne l'oublions pas, messieurs, l'orgueil est le premier des péchés capitaux. Après l'égoïsme, après l'intérêt trop froissé, c'est la vanité qui est le sentiment le plus intime, le plus vivace de l'âme.

Je suppose que demain l'on donne une indemnité aux dé-

putés qui siègent dans cette Chambre, qu'on les classe en quatre catégories (*Oh! oh!*); eh bien, je ne donne pas huit jours que la guerre civile ne surgisse entre nous. (*Harità vivissima*) Je me rappelle avoir lu une fable, un apologue de divers animaux qui étaient mécontents du lot que leur avait donné la nature. Ils se plaignirent à Jupiter, qui leur donna audience, à l'effet d'échanger entre eux leurs imperfections.

Quand on consulta le singe et qu'on lui offrit de changer sa nature avec celle de l'éléphant, il prétextait que ce dernier n'avait pas le talent mimique, que sa physionomie était muette, qu'en conséquence il préférerait son agilité à celle du plus puissant des animaux. (*Harità generale*) En leur qualité de virtuoses, les oiseaux chanteurs se crurent à leur tour en droit de mépriser les oiseaux privés des dons du chant. (*Movimenti diversi*)

Et lorsque vint le tour de l'ours... (*Risa e rumori — Voci. Parlez! Parlez!*) Quand on consulta l'ours fier et orgueilleux de son talent pour la danse, il alléguait que les autres membres du règne animal étaient étrangers aux beaux arts, qu'ils n'étaient pas artistes; il demanda à rester ce qu'il est. (*Si ride*)

C'est que l'amour propre des individus est fort chatouilleux, alors qu'on déprécie leur intelligence.

Eh! bien, il en serait de même dans la question qui nous occupe. Chacun se plaît de vanter la qualité qu'il possède au préjudice de telle autre dont il est privé.

Mieux vaudrait peut-être recourir aux protubérances, à la phrénologie de Gall, qu'à votre système, qui jettera un germe de division profonde entre les avocats et qui finira par tomber sous le mépris.

Déjà, il faut remarquer que dans nos États les avocats sont sans solidarité, qu'ils ne forment aucune basoche, aucune corporation comme en France, de sorte qu'ils sont plus sujets à l'arbitraire de la magistrature que chez nos voisins; par cela même, ils sont plus isolés, plus faibles. C'est qu'il est dans la nature de l'absolutisme de tout affaiblir, de tout amoindrir afin de tout dominer. C'est diviser pour régner.

Soumettre l'avocat à l'arbitraire absolu de la magistrature, c'est affaiblir sa considération. La profession d'avocat, son indépendance, intéressent à un haut degré l'ordre civil et politique des citoyens.

Si vous voulez que la liberté règne dans le pays, il faut que l'avocat soit libre; n'est-il pas le défenseur, le protecteur des opprimés? Le placer dans une condition exceptionnelle, l'entourer de garanties, c'est protéger tout le monde, c'est plus particulièrement protéger la faiblesse. Il n'y a, il ne peut y avoir que les partisans de l'absolutisme qui aiment à affaiblir la profession libérale des avocats. Ceux qui ne savent trancher les nœuds-gardiens qu'au moyen du sabre, ne peuvent montrer de la sympathie pour ceux qui ont l'habileté de les délier par la discussion. Tout débat, tout examen leur est importun, s'assimile pour eux à du partage; une arme tranchante leur semble plus incisive, bien plus éloquente.

Je me figure que le hiboux qui dévore les petits oiseaux dans les ténèbres, doit trouver leurs cris fort importuns. Ses victimes qui se plaignent ne doivent être pour lui que des idéologues. (*Risa*)

Si l'avocat n'est pas précisément de l'école de Pythagore, s'il est quelquefois un peu verbeux, quelque peu loquace, à qui donc la faute, si ce n'est aux individus qui gênent sa liberté, qui ne lui laissent pas dire les choses par leur nom? Laissez-le appeler un chat, un chat et Rolet par la désignation qui en est inséparable, et je vous réponds que l'avocat sera bien moins verbeux.

L'avocat fait, sous le despotisme, ce que le fabuliste a fait en Orient, c'est-à-dire que, ne pouvant aborder la vérité toute nue, il l'habille comme il peut, il se sert de périphrases, d'allégories, de circonlocutions, et si parfois il s'est montré corrompu, c'est qu'il y a eu des corrupteurs qui l'ont séduit. Il n'appartient pas à Satan de reprocher à sa victime, à ceux qu'il a tentés, une chute qu'il a lui-même provoquée.

Quand les Gouvernements seront sages, les avocats seront sans danger. Si un pouvoir prête le flanc à l'attaque, tant pis pour lui : il ne subit, par la critique dont il est l'objet, que le sort qu'il mérite.

Les surtaxes, les catégories dont il doit être l'objet, qu'on veut lui imposer, ne sont pas faites pour corriger les abus dont on se plaint. On n'ennoblit pas ceux qu'on abaisse, dont on méconnaît la noble destination.

Une des manies de la tyrannie c'est de tout hiérarchiser, de tout faire marcher comme un régiment, et, comme le dit trop burlesquement Voltaire, c'est de tout mettre en rang d'oignon. (*Harité*)

Déjà nous avons des surnuméraires, des volontaires, des cadets, des adjoints et d'autres catégories. Ce n'est là, le plus souvent, que le secret d'étudier les opinions politiques des initiés, de les façonner à l'hypocrisie gouvernementale.

C'est placer des cariatides, c'est superposer des échafaudages afin de soutenir d'autres échafaudages plus fictifs encore ; c'est arrêter l'essor du talent, l'expansion des facultés ; c'est introduire des éléments multiples de médiocrité dans la magistrature comme dans l'ordre administratif.

Jamais les Sénats du Piémont n'ont été plus distingués que lorsqu'ils ont recrutés leurs membres parmi les avocats libres de toutes ces catégories qui n'ont été introduites que plus tard ; elles n'existent point en Angleterre, et nulle part la magistrature n'est plus grande ni plus respectée ni plus instruite que dans ce pays. Votre projet, en blessant la bourse des uns et la vanité des autres, sera honni par tous.

Je déclare que c'est un enfant mort-né, et déjà j'entends de toutes parts son oraison funèbre. (*Si ride*)

Croyez-le bien, messieurs, on ne pèse pas des intelligences comme on pèse une once ou un kilo de marchandises.

D'ailleurs, dans l'appréciation de ces catégories, ne serez-vous pas souvent obligés de faire la part de l'opinion publique qui entoure l'avocat ? Et tout le monde sait que cette faveur populaire est aussi mobile que les vents et les flots. Puis, quand viendra l'âge, quand viendront les maladies, le défaut de mémoire, l'affaiblissement des facultés ; quand tel, qui aujourd'hui est le premier, se trouvera demain le second, après demain le troisième, et quelque temps plus tard, peut-être, le dernier ; quand le talent oratoire se sera affaibli, cataloguez-vous au dernier rang celui qui, peu avant, occupait un rang supérieur ?

Comment apprécierez-vous ces mutations ? Les fabricateurs de la loi actuelle n'ont pas pensé à cela. Le génie bien souvent subit des éclipses. Horace nous dit qu'Homère dormait quelquefois, mais du moins il ne ronflait pas. (*Harité*)

Votre Olympe sera rempli, je le crois, d'une foule de faux Dieux, et malheureusement nous en avons déjà de trop.

Un autre inconvénient de la loi, c'est que l'avocat surtaxé surtaxera à son tour ses consultations. L'homme que vous aurez taxé de première qualité donnera son ouvrage comme de qualité première ; tout cela sera naturel ; vous l'aurez mis sur un piédestal, sur un perchoir, il agira en conséquence ; il est naturel que le bénéfice plus grand soit un corollaire d'un poids plus lourd.

Il vous dira comme le berger de La Fontaine : « c'est moi

qui suis Guillet, seigneur de ce canton. » Autre inconvénient : quand deux avocats seront consultés, que l'un sera de la première catégorie, et l'autre de la dernière, comment taxeront-ils leurs consultations ? Celui qui est de la dernière, osera-t-il élever sa taxe autant que celui qui appartient à la première ? S'il y a plainte sur l'exagération du chiffre exigé par l'avocat classé au dernier échelon, le juge fera-t-il deux parts inégales pour chacun d'eux ?

Maintenant, lorsqu'il s'agira de réunir deux avocats pour une consultation, quel sera celui qui devra se rendre dans le domicile de son collègue ? Sera-ce l'avocat de la première catégorie ? Mais non, il trouvera cela très-irrespectueux, puisque vous l'avez placé dans une catégorie supérieure à celle de son confrère. La date du premier serment prêté devant un tribunal ou une Cour quelconque, ne devra-t-elle pas s'incliner devant la supériorité d'un talent officiellement reconnu ? Le privilège appelle le privilège.

La surtaxe de l'avocat de la première catégorie aura encore un autre inconvénient. Elle rendra cet avocat inaccessible aux fortunes médiocres et à l'indigence, et c'est là un grand vice de la loi. Ainsi pour éviter Carybde, vous serez tombés dans Scylla.

Peut-être le Trésor espère-t-il s'enrichir ? Compte-t-il sur la vanité des hommes de loi ou pense-t-il que tous voudront être de la première catégorie ?

Peut-être s'imagino-t-il qu'il en sera de cela comme de certaines distinctions, comme de certaines fonctions que la médiocrité recherche avec tant d'empressement ! A cet égard je crois qu'il se trompe ; je suis sûr qu'il y aura chez les avocats un sentiment de pudeur, de modestie qui les empêchera de s'abandonner à ce travers.

Différemment ce serait de leur part imiter le corbeau de la fable, ce serait laisser tomber le fromage ; je pense que les avocats aimeront mieux le manger. (*Harité*) Je ne crois pas qu'il soit bien juste de faire peser sur l'avocat de la première catégorie une taxe fort élevée. N'a-t-il pas acquis son talent à force de veilles et d'assiduité, et souvent même aux dépens de sa santé ?

N'est-ce pas l'éloigner de plaider gratuitement la cause du pauvre ? La consécration de son talent à la défense de l'indigence, ne vous dit-elle pas que la profession d'avocat mérite des égards, que vous tarissez en lui par vos taxes la charité légale qui lui est imposée ?

Ceux qui ont pensé concilier les catégories avec l'impôt sur les logements, ne me semblent pas non plus avoir évité une autre erreur non moins grave ; c'est que souvent l'avocat de première catégorie ira loger dans une rue écartée, et quand vous aurez cru frapper d'un impôt légitime l'individu qui gagne le plus, il arrivera que cet impôt se trouvera compensé par l'impôt sur le logement qu'il payera en moins. Telle sera le plus ordinairement la condition du célibataire. De sorte qu'il se trouvera, par suite de cette compensation, payer souvent moins qu'un individu de seconde, de troisième et même de quatrième catégorie.

Il me reste actuellement à prier la Chambre d'étendre à cinq ans l'exemption de tout impôt pour l'avocat qui débute. Cela me paraît rationnel. Avant ce temps nul n'est sûr de ses forces. Une grande timidité s'attache involontairement au débutant ; le plaideur, en outre, a peine à lui confier un procès.

En le taxant plus tôt, ce serait l'assimiler à l'oiseau auquel l'on mettrait du plomb sur les ailes à l'effet de l'empêcher de voler : ce serait décourager le débutant ; ce serait augmenter les dépenses de sa famille qui déjà a fait de grands

sacrifices pour lui, qui trop souvent s'est obérée pour subvenir à son entretien.

Rien de plus aride, rien de plus épineux que la carrière de l'avocat dans son début. En arrêtant ses premiers pas, vous briseriez sa carrière, souvent vous le jetteriez sur le pavé et vous en feriez un solliciteur auprès du pouvoir à l'effet d'obtenir un emploi. Il résulte de tout cela que vos catégories deviendraient un embarras, même pour l'autorité; car rien n'est plus dangereux dans un Etat que des oisifs. Par la proposition que je vous soumetts, je ne crois pas avoir obvié à tous les inconvénients. Le bien absolu est impossible dans cette matière; seulement je crois avoir obtenu un mieux relatif. Je crois que les finances n'y perdront rien, qu'elles y gagneront, en ce sens que la médiocrité compose toujours le plus grand nombre, que la quantité l'emporte toujours sur la qualité. Ce que le Gouvernement perdra par la diminution de la taxe des premières catégories, il le gagnera dans l'ensemble.

Ce que j'ai dit des avocats, doit également s'appliquer aux médecins; car ils sont absolument dans les mêmes conditions.

Tels sont, messieurs, les motifs qui m'ont engagé à prendre la parole dans cette séance. Dans le cas où mon amendement ne serait pas accepté, je prierais la Chambre de renvoyer cette question à la Commission, à l'effet de l'étudier d'une manière plus sérieuse et d'éloigner par tous les moyens possibles ces catégories qui me semblent un système pernicieux pour les avocats, et susceptible de mettre la désunion entre eux, d'enfanter des embarras sans terme.

**PRESIDENTE.** Domando se sia appoggiato l'emendamento proposto dal deputato Chenal.

(È appoggiato.)

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Tutto il ragionamento fatto dall'onorevole deputato Chenal, condito di tante belle metafore raccolte nel regno animale (*Risa*), mi pare che sia fondato sopra un errore di fatto. Egli crede che il merito di un avvocato, di un medico, di un ingegnere, si debba calcolare sui suoi guadagni. Ma egli ben sa quanto questa base sia erronea, e come esistano scienziati nelle diverse professioni liberali, dotati di grande ingegno, senza che i loro guadagni siano gran fatto vistosi, sia perchè sono più temperati nel chiedere la retribuzione delle loro fatiche, sia perchè al lavoro pratico annesseranno le elucubrazioni teoriche.

Dunque non è esatto, anzi è affatto erroneo il partire dalla supposizione che il merito di un professionista stia in proporzione coi guadagni che egli ritrae dalla sua professione. Quindi, siccome la tassa è unicamente assisa sul guadagno, non si può dire che collo stabilire delle categorie, noi veniamo a stabilire delle graduazioni della maggiore o minore capacità degli esercenti. Per la qual cosa cade affatto il ragionamento tessuto con tanto spirito dall'onorevole Chenal.

Del resto, o signori, io credo che gli stessi esercenti le professioni liberali non abbiano questa opinione, cioè non si debbano tenere, direi quasi, per screditati, o almeno colpiti nel loro amor proprio, qualora venisse adottata questa classificazione, come se da essa se ne dovesse arguire il loro maggiore o minor merito, giacchè nelle stesse consegne che a tenore della legge del 1851 fecero gli avvocati, vi furono notevoli disparità nelle dichiarazioni. Taluni consegnarono un profitto maggiore, altri un profitto minore, e non credo che nessuno si sia adontato per questo.

Ho qui la nota di tutti gli esercenti professioni liberali di Torino, che fecero le loro consegne nel 1852 e nel 1853; mi risulta che in numero di 24 circa si tassarono spontaneamente

per una somma da lire 120 a 450 (parlando solo degli avvocati, dacchè la questione versa ora sui medesimi). Ve ne fu un numero maggiore che consegnò per una somma da lire 60 a 20; altri poi, che sono circa un terzo del totale, fecero la consegna per una somma da lire 10 a 15.

Ciò stando, ben si scorge che questi esercenti non versavano nella dolorosa perplessità nell'imbarazzo di consegnare più o meno, per la tema di essere screditati o di perdere nelle clientele. Il fatto stesso che venni dianzi citando appalesa evidentemente che in essi questo timore non esiste. Per conseguenza io porto opinione che la base proposta dal Ministero, vale a dire la graduazione secondo i diversi centri di popolazione in cui esercitano la propria professione, ed i tribunali avanti ai quali si presentano per difendere i propri clienti, non possa in veruna guisa tornare a detrimento della loro riputazione.

Io non imprenderò ora a discutere relativamente alla tassa più o meno forte che si debba loro imporre, giacchè al presente l'opposizione verte solo sulla natura della base che si deve adottare, ed i ragionamenti che sinora si tennero, furono solo rivolti a chiarire che la base proposta non solo è ingiusta, ma assurda, e che, ove venisse ammessa, potrebbe gettare la guerra civile fra gli avvocati. Io non mi farò sicuramente a combattere questi argomenti, convinto come sono, che questo timore non si possa avere, e non vi sia, perchè, come dianzi osservava, questo male non è succeduto per lo passato, quantunque questa graduazione o spontanea o legale fosse già in vigore.

Per ora mi limito a queste risposte.

**PRESIDENTE.** La parola spetta al deputato Chenal.

**CHENAL.** Si ce n'était par une crainte d'une atteinte à leur amour propre, je prierais M. le ministre de me dire pourquoi les avocats de presque toutes les localités demandent à ce que la taxe soit la même pour tous. L'intérêt est très-puissant sur le cœur de l'homme. Chacun aime à payer moins, et cependant tous s'accordent à demander une taxe commune, une taxe uniforme. C'est qu'ils préfèrent payer plus et ne pas subir une humiliation.

Je dis, moi, qu'en général les avocats les plus instruits sont toujours ceux qui sont les plus recherchés, et la première demande que fait un plaideur, quand il arrive dans un chef-lieu de province, est celle de savoir quel est l'avocat le plus habile, celui qui peut le mieux lui faire obtenir gain de cause, et c'est vers lui qu'il se dirige; nul ne ferait différemment.

Je ne crois donc pas que les objections faites par M. Lanza puissent atténuer le moins du monde les arguments par moi produits, et je persiste dans mon opinion.

**DE VIRY.** Je désirerais savoir si l'on discutera avant tout sur les amendements, ou si l'on ne croit pas nécessaire de voter d'abord sur la maxime de la classification.

**PRESIDENTE.** Parli pure sulla questione di principio.

**DE VIRY.** Je prends, messieurs, la parole sur la question de principe, parce que, ayant présenté un amendement qui pourra, peut-être, concilier quelques opinions, et modifier, tout en améliorant, quelques parties du projet de loi en discussion, je me réserve plus tard de le soutenir, et de prouver combien il sera avantageux de l'accepter.

Nous sommes en présence de deux systèmes. Le système de la loi de 1851 et le système de celle de 1855. Quel est le bon, quel est le mauvais de ces deux systèmes? Quel est celui que nous devons préférer? C'est ce que nous ignorons complètement.

Les expériences, les essais qu'on a faits jusqu'à ce jour, n'ont pas eu un temps assez long pour pouvoir nous donner

quelque certitude à cet égard. Dans le projet de loi de 1851, le système des classifications avait été approuvé. Lorsqu'on est revenu, en 1853, à la discussion de cette même loi, le Ministère avait proposé de maintenir ce principe; mais sur les observations très-judicieuses de l'honorable monsieur Valerio, monsieur le président du Conseil, ministre des finances, s'empressa de reconnaître que le système proposé par ce député était le plus conforme à la justice et à l'équité; qu'il était le plus rationnel, mais surtout qu'il serait le plus facile à mettre à exécution.

Permettez, messieurs, que je lise deux mots prononcés à cette époque par le président du Conseil. Lors de cette discussion, monsieur Valerio, en relevant tous les inconvénients du système de classification, proposait une taxe proportionnelle sur les loyers, et monsieur le président du Conseil, après avoir cependant longuement défendu la proposition du Ministère, prononça ces paroles :

« Il sistema proposto dall'onorevole deputato Valerio ha sicuramente il merito della semplicità e della facilità di esecuzione. »

Sur ces mots une voix, partie du banc de la Commission, s'écria : « Si viola il principio della legge ! » et le président du Conseil répondit : « No, si rende la legge di più facile applicazione, giacchè, qualunque sia la classificazione, avremo realmente nell'applicazione molte difficoltà pratiche : propongo dunque alla Camera, abbandonando in questa parte il progetto ministeriale, di adottare la proposta Valerio. »

D'après cela, on adopta le système proposé par l'honorable monsieur Valerio, auquel nous devons cette amélioration de la loi. Il m'est agréable ici de la reconnaître et d'en rendre témoignage devant la Chambre, qui vraisemblablement a déjà oublié la plupart de ces circonstances.

Ensuite de cette modification radicale dans le système de la loi, le barreau fut taxé d'un simple droit proportionnel, égal au 10 pour cent sur la valeur locative. Aujourd'hui l'on veut changer de nouveau pour revenir à la première proposition, après un an ou un an et demi tout au plus d'essais et d'expériences. Or, quels résultats produiront ces changements continuels ? Je n'hésite pas à dire, messieurs, qu'ils seront déplorables et funestes pour les finances de l'Etat. Avant de tout bouleverser, nous devrions bien nous assurer de la manière dont a fonctionné le système inauguré en 1853. Or, voilà où est la grande difficulté, privés, comme nous le sommes, de tout document officiel et positif à ce sujet. Quoi qu'il en soit, je crois que l'amendement que j'ai proposé, en établissant un droit fixe et un droit proportionnel, pourra corriger en grande partie l'inconvénient qu'on a trouvé dans le système de 1853; qu'il augmentera les recettes du Trésor, tout en tenant compte de la différence qui existe dans la position de chaque exerçant par rapport au gain qu'il perçoit de sa profession.

J'ai fait cette proposition, messieurs, parce que de tous côtés, je ne dis pas seulement de la Savoie, mais de beaucoup d'autres parties des Etats, j'ai reçu des lettres dans lesquelles on me sollicitait de faire opposition à cette classification. Je vous dirai même qu'on avoue qu'on supporterait plus volontiers une augmentation dans la taxe plutôt que de voir adopter la classification.

En réfléchissant sur le projet qui nous discutons, je n'ai pas tardé à en saisir les conséquences, toutes, selon moi, plus ou moins fâcheuses; les inconvénients m'ont frappé; aussi ces motifs, joints aux vives instances de quelques membres du barreau, m'ont décidé à présenter mon amendement et à venir maintenant à combattre le système du Ministère sans

autre éloquence que celle qui naît d'une profonde conviction, en un mot, qui jaillit de l'évidence.

La classification a deux inconvénients : elle est odieuse, et elle donne lieu à l'arbitraire dans son application.

La Commission, je me plais à le reconnaître, a un peu amélioré le projet du Ministère, en proposant que cette classification se fit d'après les catégories de localités; mais elle a laissé le soin de la désignation des membres qui devront former chaque classe au premier président des Cours d'appel, et aux présidents des tribunaux. C'est là, selon moi, un grand vice dans la loi, et si je le relève, c'est précisément parce que je suis tout à fait en dehors de la question, et tout à fait étranger au barreau que nous voulons frapper; mais, comme magistrat, je dis d'abord, qu'en faisant une loi, nous devons nous maintenir dans les limites du vrai et du juste, et j'ajoute que je suis intimement convaincu qu'il y aura peu de présidents qui se considéreront honorés de la charge qu'on veut leur imposer, qui serait bien plutôt dans les attributions d'un agent des finances que d'un membre de la magistrature.

Il y en aura peu qui voient avec plaisir qu'on les oblige de faire des distinctions entre des personnes avec lesquelles ils voudraient toujours conserver de bons et agréables rapports, parce que, pour assurer une bonne administration de la justice, il faut qu'il y ait entre la magistrature et le barreau parfaite entente et réciprocité de sentiments. Maintenant ce bon accord sera-t-il possible si l'on charge les présidents des Cours et des tribunaux de faire cette distinction, c'est-à-dire de donner aux uns une patente d'intelligence et de talent, aux autres un brevet d'incapacité ?

Et ici je regrette de ne pas avoir la facilité de l'honorable monsieur Chenal pour continuer à vous faire une description aussi vive et aussi colorée que lui des effets de la loi. Il l'a combattue par un côté bien sensible et avec une arme toujours dangereuse entre les mains de qui sait la manier adroitement. Il vous a dit et démontré ce qu'était ce principe de séparation, et pour ne pas vous fatiguer, messieurs, je n'insisterai pas plus longtemps sur ce point.

J'ajouterai seulement que les bases d'appréciation pour opérer cette classification échapperont toujours au magistrat qui sera chargé d'y procéder. En effet parmi les avocats, vous en avez des différentes classes relativement aux affaires qu'ils font. Comme vous le faisiez très-bien observer l'honorable Chenal, vous avez des avocats consultants, d'autres plaidants, d'autres qui en grande partie, si ce n'est exclusivement, s'adonnent aux causes criminelles; vous avez également des avocats spécialement chargés des causes civiles.

Les avocats consultants, et il y en a beaucoup, surtout dans les villes où siègent les Cours d'appel, comme à Turin et à Gènes, envoient généralement plaider devant les Cours les avocats adjoints, et eux restent dans le bureau pour expédier les affaires et donner des consultations. Quant à ceux-là, je dis que la fixation de la classe dans laquelle ils seront placés, sera entièrement laissée à l'arbitraire du magistrat, car la base d'appréciation des bénéfices qu'il peut retirer, lui échappe complètement. En effet comment peut-il connaître exactement et avec certitude ce qui ne se passe pas sous ses yeux ? Evidemment dans ce cas il ne peut avoir d'autre guide que l'opinion publique, et elle est trop fallacieuse, lorsqu'il s'agit d'établir d'une manière positive le gain qu'un exerçant quelconque peut retirer de sa profession ou de son industrie.

Vous voyez donc, messieurs, qu'outre l'arbitraire et l'odieux qui existe dans cette classification, il y a encore impossibilité de la faire d'une manière équitable. Quant aux avocats qui se sont spécialement destinés à la défense des accu-

sés, et c'est là une des plus belles missions de cette noble profession, comment les classerez-vous ? Nul doute que le profit, quelque incertain qu'il soit, que leur procure leur ministère, n'échappe complètement au contrôle de la Cour et des présidents ; et cela parce que dans les causes criminelles les taxes apparentes sont très-minimes dans la plupart des cas. Elles ne sont point en rapport avec l'importance des fonctions qui remplit en cette circonstance l'avocat qui doit défendre l'honneur, la réputation de son client, et lutter souvent pour arracher sa vie au dernier supplice.

Non, la taxe légale ne peut servir de limite à la reconnaissance et à la générosité qu'il est naturel d'éprouver envers celui à qui on doit tout, l'honneur et la vie. Cependant ce ne peut être que cette taxe qui sera prise pour base dans la classification à faire. Or quelle erreur en cela ! Voilà donc une autre base d'appréciation qui échappe complètement à l'investigation du magistrat, quelque clairvoyant qu'il soit. Il ne reste donc qu'une manière de classer les avocats, et c'est d'après le nombre de causes qu'ils viennent plaider à l'audience, et en raison du montant des parcelles approuvées et régulièrement allouées. Or, comme je le disais, ces bases ne sont certainement pas un indice ni certain ni suffisant pour déterminer l'importance de la charge de l'avocat et fixer sa position par rapport à celle de ses confrères.

Il résulte de là que l'arbitraire, ou si l'on préfère, le caprice sera la véritable cause qui présidera à la classification des avocats. Maintenant j'ajoute qu'outre l'arbitraire complet laissé aux magistrats, vous établissez quelque chose de bien odieux dans la position que vous faites aux avocats. Vous jetez parmi eux un germe de désunion, de discorde et de rivalité. La jalousie et l'envie les éloigneront les uns des autres, et le désir d'un gain excessif remplacera sans contredit ce désintéressement qui est un des principaux mobiles qui doit guider l'avocat dans sa noble profession : car plus d'une fois il doit consacrer ses veilles et son travail pour sauver de l'indigence son semblable, sans espoir de récompense. Or quelques-uns des membres du barreau voudront être placés dans une catégorie un peu élevée, dans la deuxième, par exemple, car dans la première je crois qu'il n'y en aura pas beaucoup, parce qu'il y en aura fort peu qui chercheront, ou qui voudront y être mis, afin de ne pas payer une taxe trop disproportionnée avec leurs gains.

Mais, pour être placé dans la 2<sup>e</sup> catégorie, je suis persuadé qu'il y aura plus d'une intrigue, et cela pour une raison bien facile à saisir, car avec votre système vous ne faites autre chose que de stigmatiser, de flétrir l'avocat qui sera classé dans la dernière catégorie ; placer l'avocat dans la 4<sup>e</sup> classe n'est-ce pas lui ôter toute la confiance que ses clients auraient pu avoir jusqu'à présent en lui ? N'est-ce pas dire au public, surtout lorsque c'est un premier président qui fait cette distinction, cet homme est incapable ? Et est-ce à vous, messieurs, à sanctionner une telle monstruosité par une loi ? Savez-vous quelles conséquences cette loi peut avoir ? Combien de familles elle jettera dans la gêne, et même dans la détresse par suite du changement qu'elle apportera dans la position de leurs chefs ?

Ce système, comme vous le voyez, engendrera de nombreux inconvénients, il donnera lieu à une infinité d'intrigues qui, permettez-moi de le dire, non-seulement déconsidéreront le barreau, mais porteront aussi atteinte à la dignité et au respect dont a toujours été entourée jusqu'à présent la magistrature de notre pays.

Toutes ces raisons m'ont fait un devoir de venir combattre cette partie de la loi : ses conséquences m'ont effrayé ; je veux dès lors décliner toute responsabilité à cette égard.

Mais n'y aurait-il pas moyen de procéder à cette classification par un autre système plus équitable, mais surtout moins odieux ?

Je sais que nous ne pouvons point atteindre une précision absolue, une justice parfaite dans ce genre de lois ; les lois d'impôt sont toutes et toujours plus ou moins défectueuses, surtout lorsqu'il s'agit de frapper les professions libérales, en un mot, ces arts qui s'exercent par l'intelligence.

L'intelligence, messieurs, vous pouvez la taxer, mais la graduer non, jamais. Vous ne pouvez pas dire à celui qui exerce une profession libérale : vous avez un degré ou deux de moins d'intelligence que votre voisin, vous avez plus ou moins de capacité que lui. Car, quel sera le juge compétent en pareille matière ? Du reste, tel ne saurait être le but d'une loi purement fiscale. Vous pouvez seulement lui dire : vous gagnez plus ou moins que lui, dès lors vous devez payer en cette proportion, car ce n'est que sur le gain qu'elles procurent, que l'on peut taxer les professions libérales. S'il en est donc ainsi (et qui pourrait le nier ?), il faut nécessairement, messieurs, que vous réformiez votre projet de loi qui ne saurait sans injustice atteindre ce but.

Cette réforme devrait consister, puisque nous ne pouvons arriver à la perfection en matière d'impôt, dans la réunion des deux systèmes, c'est-à-dire dans l'établissement d'une taxe uniforme pour tous, taxe qui devra être modérée, afin que tous puissent la payer sans être trop vivement froissés dans leurs propres intérêts, en conservant toutefois une distinction quant à la localité (distinction essentielle et qui au reste est maintenant admise par le Ministère et la Commission) et dans le maintien du droit proportionnel : ce dernier droit est le seul qui puisse corriger ce que le droit fixe offre d'injuste et d'inégal ; et je dis d'injuste, parce que je crois que s'il n'y avait qu'un droit fixe, il s'en suivrait que l'avocat principal, chef d'un cabinet, qui percevrait tout le gain, ne paierait pas plus que son substitut qui n'a qu'un appointement fixe, et qui ne gagne rien au delà, n'ayant aucune clientèle. Et cela est tellement choquant, que certainement nous ne voudrions pas le sanctionner par notre vote. Le seul moyen d'obvier à une telle anomalie est de maintenir le droit établi en 1853, qui, s'il n'est pas un remède entier à ce mal, est au moins un palliatif pour en atténuer les mauvais effets.

Et vraiment il est présumable que l'avocat chef soit dans une condition de fortune plus favorable que son adjoint ; dès lors il occupera un appartement plus vaste et plus considérable, et paiera une taxe plus élevée. En mettant donc un droit proportionnel sur le loyer, je corrige ce qu'il pourrait y avoir de trop injuste par l'établissement du seul droit fixe.

Je ne vois donc pas pourquoi nous n'adopterions pas ce mode de contribution. Mais ici permettez que je vous rappelle que nous faisons une loi qui ne doit durer qu'un an. Or, est-il prudent pour si peu de temps d'innover à ce qui existe, d'une manière si complète ? L'autre jour j'entendais l'honorable député Cabella dire avec beaucoup de raison : nous faisons à tous moments des lois d'impôt sans même attendre qu'une expérience assez longue vienne nous démontrer si ces lois fonctionnent bien ou mal, et en quelles parties elles doivent être corrigées !

Laissons au moins pour un certain nombre d'années, 4 ou 5 ans par exemple, ces lois en vigueur, et alors nous aurons des données statistiques sur lesquelles nous pourrions baser les réformes que nous voulons faire. Agir autrement, c'est risquer de tout détruire sans rien édifier.

Je ne comprends pas que l'on veuille dès à présent modifier un système à peine inauguré, et dont les vrais résultats ne

peuvent encore être connus, pour retomber dans un autre dont les perniciosi effets sont positifs et évidents. Notre grand tort est de nous décourager trop vite et trop facilement, mais une telle inconstance dans la confection d'une loi de la nature de celle-ci est vraiment déplorable.

Outre les inconvénients du retard pour la confection des rôles que ce changement va produire, il jette encore, et ce n'est pas le moindre mal, une espèce de défiance chez le contribuable qui dira: en 1851 on a fait une loi sur une base; en 1853 sur une autre; en 1856 on revient au premier système; en 1857, quand la loi définitive sera discutée, il est possible que l'on fasse retour au système du droit proportionnel que l'ont veu condamner aujourd'hui. Toutes ces tergiversations peuvent-elles avoir, dans l'esprit des contribuables, une heureuse influence pour bien juger ces lois que nous faisons?

Je prie donc la Chambre de prendre en sérieuse considération les inconvénients qui doivent nécessairement résulter du projet actuel, et qui ont été déjà si bien relevés par les honorables députés Guillet et Chenal, aux observations desquels je m'associe pleinement.

Que la Chambre réfléchisse un instant avec attention à ces inconvénients, et je suis convaincu qu'elle reconnaîtra que le système des classifications doit être complètement rejeté. Entre la classification et le droit mixte que je propose, il ne peut y avoir de doute. Celui-ci n'est ni odieux ni arbitraire, et il frappe un signe réel et apparent de la richesse; dès lors nous devons le préférer.

Toutefois je ne me dissimule pas que, même avec ce droit mixte on ne peut éviter quelques inégalités entre les patentés, mais ce seront là des exceptions inévitables dans de pareilles lois, ce seront des cas particuliers et certainement peu nombreux.

Je me réserve, lorsque mon amendement viendra en discussion, de faire quelques autres observations sur les chiffres que j'ai posés, et, je le dis dès à présent, je n'aurais aucune difficulté de les modifier lorsqu'on me prouvera qu'il serait utile de maintenir un droit plus modéré que celui que j'ai établi. C'est dans le seul but de sauver le principe que j'ai pris la parole, et que j'ai fatigué peut être un peu trop longuement la Chambre.

J'espère qu'elle voudra me pardonner cet excès de zèle. Au reste, quel qu'autre système qu'elle veuille adopter, je l'approuverai pleinement, entièrement, pourvu qu'elle élimine ce système arbitraire, odieux de la classification qui est, selon moi, le pire de tous.

**VALERIO.** Io non ho votato per la proposta dell'onorevole Guillet, perchè la medesima, mentre conservava il sistema che fu accettato nella legge del 1853, faceva un passo di retrocessione, cioè diminuiva l'imposta che pagavano per lo passato gli avvocati.

Io sono d'avviso che le professioni, le quali hanno solamente per base l'intelligenza, non debbano e non possano essere tassate. Il principio che queste professioni debbano essere libere da ogni tassazione è stato sostenuto dai più nobili ingegni che siano mai sorti nelle più celebri Assemblee legislative. Io divido la stessa opinione, perchè non credo tale tassazione possibile nè utile. Però, quando scorgo che il nostro Parlamento nel 1853, malgrado le ragioni opposte in proposito, stabiliva tuttavia questa tassazione, e la stabiliva nei limiti che sono ancora attualmente in vigore; quando osservo le condizioni delle nostre finanze non essere migliori di quello che fossero nel 1853, quando veggo che la legge che stiamo discutendo non è destinata ad avere una lunga vita;

io penso che non si debba retrocedere: ed è per questo motivo che non ho votato per la proposta dell'onorevole Guillet, qualunque essa si avvicinasse più della legge vigente alla base che ci servi di norma nell'applicare la legge nel 1853 ed anche nel 1855; cioè si avvicina maggiormente alla legge francese, la quale impone gli avvocati ed i medici sul decimo delle loro pigioni...

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** Sul quindicesimo.

**VALERIO.** Credo che sia il decimo, io aveva proposto il quindicesimo...

*Voci.* È il quindicesimo.

**VALERIO.** Non è però men vero che nell'applicazione della legge francese, relativamente agli avvocati, invece di colpire il loro alloggio intiero, non si è colpito che l'ufficio destinato allo studio dell'avvocato, il che fa molto meno del decimo.

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** No, certo.

**VALERIO.** Così fu interpretata la legge.

**PRESIDENTE.** Adesso non è più il caso dell'emendamento Guillet che non fu approvato.

**VALERIO.** Io, come ho detto, non ho votato per la proposta dell'onorevole Guillet, non già perchè io non la tenessi giusta, ma perchè non la credo opportuna. Ritengo che, prima di andare avanti nell'applicazione del sistema che ci viene presentato attualmente dal Ministero in una legge provvisoria, la Camera debba fare alcune gravi riflessioni.

Abbiamo noi motivi sufficientemente gravi per cambiar un sistema che fu riconosciuto buono presso un Governo vicino, la cui legge ci servi di norma interamente in questa difficilissima applicazione d'imposta quale è quella delle patenti? Io non lo credo. Ci vennero forse dal Ministero e dalla Commissione presentate cifre, dalle quali sia risultato il prodotto di questa parte d'imposta delle professioni liberali coll'applicazione della legge del 1853 con un calcolo approssimativo, il quale valga ad indicare quale prodotto dovrà dare, giusta la nuova legge che ci viene presentata dal signor ministro? Questi due calcoli noi non li abbiamo avuti. Eppure sarebbe stato essenzialmente necessario che noi potessimo almeno vedere se, uscendo da un sistema, il quale, se non fu riconosciuto buono, fu però riconosciuto praticabile da un gran paese nostro vicino, e fu pure riconosciuto praticabile dal nostro paese medesimo, noi saremmo entrati in un altro sistema che ci promettesse risultamenti di gran lunga migliori. Ma questi due dati, come ho detto, ci mancano assolutamente.

Noi non sappiamo quanto abbia prodotto la tassa delle patenti applicata alle professioni liberali, giusta il sistema della legge del 1853, ed ignoriamo assolutamente quale sarà il prodotto che potrà dare la legge che ci è ora presentata, quando venisse adottata dal Parlamento.

In questo stato di cose, ignorando questi dati importanti, io credo utile di ricordare al Parlamento il motivo che ha indotto la Camera ed i ministri a votare la legge che abbiamo approvata nel 1853.

Prima di accennare tale motivo, mi permetterò di rispondere ad alcune parole che furono proferite in quest'Aula, non dirò contro, ma sopra le professioni liberali e sopra l'influenza che gli esercenti le medesime hanno avuta in un paese, nel quale assai spesso ci affissiamo, perchè è a noi vicino, e perchè pur troppo i signori ministri, quando ci presentano leggi, non fanno altro che tradurre quelle che sono introdotte in quel paese da coloro che lo reggono, vo' dire la Francia.

Io mi sovengo che il signor ministro ha detto che, se le



professioni liberali non vennero tassate nei Parlamenti francesi, gli è perchè in questi predominavano i professionisti, e massimamente gli avvocati.

Io non sono in voce di prediligere gli avvocati, giacchè parecchie fiato in questo recinto dissi a loro riguardo delle verità che suonarono amare, e per cui ebbi vive rampogne. Nulla di meno giustizia vuole che io accenni che l'accusa mossa contro gli esercenti le professioni liberali, ed in specialità contro gli avvocati che sedevano nei Parlamenti francesi, è destituita di fondamento. Non è vero, o signori (e me ne appello alla storia) che gli esercenti dianzi accennati predominassero nei Parlamenti che si succedettero in Francia dal 1815 al 1848; imperocchè in essi predominavano l'elemento industriale, quello dei banchieri e soprattutto quello dei doviziosi proprietari. Volete una prova di questa mia asserzione? Voi la troverete scritta a chiare e dolorose note nelle leggi concernenti le dogane, le quali violano in modo enorme il principio della libertà commerciale. Ogniquivolta nel Parlamento francese gli uomini della scienza, e gli avvocati i quali, avendo dovuto passare molte ore sui libri, ritengono spesso dello scienziato (essi pretendono di esserlo sempre; io credo però che parecchi di essi sono e mostrano di essere scienziati solo qualche volta), hanno chiesta la libertà del commercio, voi vedeste i grandi industriali, i grandi proprietari, i banchieri associarsi onde impedirne l'adozione, e la Francia geme tuttora sotto il peso di leggi doganali che impedirono quello sviluppo industriale, agricolo e commerciale che l'avrebbe fatta molto più potente di quello che sia.

Fu detto che l'elemento professionista dominava nel Parlamento francese dopo il 1830, e che agli avvocati si deve la caduta della dinastia degli Orleanesi. Io lo nego, quantunque un mio onorevole amico, oggi assente per dolorosi motivi, lo abbia ammesso, dicendo che, se tal cosa si deve apporre agli avvocati, questi furono gli avvocati dottrinari.

Non furono gli avvocati che hanno condotto a rovina la dinastia degli Orleanesi; non fu avvocato il professore Guizot, non il duca di Broglie, non il signor Molé, che, respingendo con tutta la forza l'ammissione nel corpo elettorale degli esercenti professioni liberali, dimostrarono impossibile ogni progresso con quella dinastia, e la condussero a totale rovina.

Non è dunque vero che, se le professioni non furono tassate in Francia dal 1814 al 1848, questo sia dovuto a che predominasse in quei Parlamenti l'elemento professionista, e specialmente quello degli avvocati. Non è dunque vero che gli avvocati siano stati quelli che condussero alla rovina la dinastia dei Borboni della prima e della seconda linea.

Venendo ora al sistema legislativo che ha retto in questa parte la Francia, io ricorderò ancora una volta che la legge, la quale regge le finanze a questo riguardo, fu proposta ed elaborata sotto Napoleone il grande che fu il più acerbo nemico degli avvocati che abbia mai esistito, e nessuno me lo negherà. Questa legge, elaborata nel seno del Consiglio di Stato da un uomo che avrebbe ben volentieri colpito gli avvocati se avesse potuto, non conteneva veruna tassa sopra i medesimi. Durò questa legge per 40 anni, senza che fossero alzati reclami da alcuna parte contro quest'esclusione fatta in favore degli avvocati. Venne il 1843, reggeva allora il Ministero delle finanze un antico banchiere, uomo profondamente dotto nelle questioni di finanza, ma nè egli propose che le professioni liberali fossero tassate, nè il relatore di quella legge, signor Vitet, che anch'esso non era avvocato, propose la tassazione; che anzi e l'uno e l'altro nei loro rapporti mostravano evidentemente, con ragioni le quali non furono

contestate, e che, secondo me, non possono contestarsi, che le professioni liberali non si possono nè si debbono colpire.

Venne il 1851, la dinastia degli Orleanesi era caduta, e, mentre le sorti della Francia si svolgevano a una manifesta reazione, venne presentato un progetto di legge col quale, per la prima volta, da un'Assemblea reazionaria, che poco dopo doveva disdire a se medesima, si volevano tassare le professioni liberali.

Ma questa tassazione, in qual modo fu essa concepita? Fu egli proposto il sistema della graduazione? Maino! e quantunque nella discussione se ne sia lungamente parlato, quel sistema non poté ottenere il sopravvento. Il relatore, il banchiere, il signor Gouin, che nessuno chiamerà mai avvocato, nè amico degli avvocati, uomo che passò tutta la sua vita nelle combinazioni finanziarie, e che tenne più volte il portafoglio delle finanze in Francia, ha esplicitamente in quella discussione dichiarato che ogni graduazione delle professioni liberali era impossibile, che non c'era modo di poterla applicare. Quindi veniva deliberato che, per colpire le professioni liberali, non v'era altro mezzo se non di ricorrere al sistema proporzionale. E questo sistema venne applicato col quindicesimo degli affitti.

Persuadetevi, o signori, che, se un'Assemblea reazionaria, se un'Assemblea che guardava i medici, gli avvocati, gl'ingegneri, gli uomini della scienza, come quelli che avevano inaugurato un sistema di libertà che essi speravano di dover fra poco soffocare, avesse creduto di poter colpire più gravemente i professionisti liberali in Francia, lo avrebbe fatto colà con ben migliore ragione che non fra noi.

Potete voi porre a confronto i profitti che ricavano gli avvocati, i medici, gl'ingegneri, i chirurghi di Francia con quelli che ritraggono i nostri? Il paragone, voi ben lo vedete, starebbe interamente a favore della Francia. Voi ben sapete che il foro francese conta un grandissimo numero di luminari, i quali dalle loro fatiche ricavano proventi che parrebbero favolosi, messi a confronto con quelli che ricavano dai loro lavori gli avvocati dello Stato sardo. Tuttavia essi stimarono di dover restringere al solo quindicesimo della pigione la tassa da imporsi a queste professioni liberali, perchè hanno considerato che il medico, l'avvocato, l'ingegnere, quando si presenta ad esercitare la sua professione, ha consumato molti anni della sua vita, ha consumato un vistoso capitale in pecunia per potersi procacciare quel capitale di scienza che doveva poi fruttargli per alcuni anni della sua vita. Badate che in tutti gli altri commerci, che in tutte le altre industrie, il capitale del padre si trasmette al figlio, dal figlio al pronipote; ma così non è del capitale della scienza: morto chi se lo è procacciato, il capitale intero è estinto; quindi ragion vuole, vuole giustizia che questo capitale non debba essere tassato colla stessa severità con cui sono tassati i capitali commerciali e industriali.

L'onorevole signor reggente il Ministero delle finanze, che fu medico egli stesso, sa che le professioni liberali corrono sorti che non sono corse dalle professioni agricole e industriali. Infatti, quando l'esercente una professione liberale cade ammalato, quel capitale cessa di fruttare, ed io aggiungerò che non solo cessa di fruttare, ma che rimane in gran parte perduto; perchè, quando la clientela di un medico, la clientela di un avvocato comincia a rivolgersi altrove, essa va per l'infelice ammalato in grandissima parte irrimediabilmente perduta.

È ben difficile che un cliente ritorni all'antico medico, all'antico patrocinatore, quando ha già riposta in un altro la sua confidenza. Per questi motivi l'Assemblea costituente

francese si restringeva a colpire del solo quindicesimo della pigione le professioni industriali, quantunque, come ho detto, i medici ed avvocati e tutti gli esercenti professioni liberali, guadagnino in Francia sopra una proporzione immensamente maggiore di quello che accade in Piemonte. Cosa abbiamo fatto noi nel 1853? Pareva che avrebbe richiesto giustizia, poichè prendevamo a seguire il sistema della legge francese, che la dovessimo anche seguire nella parte più delicata e di più difficile soluzione.

Il Ministero tuttavia, spinto da quella burocrazia la quale è anzitutto amica di se medesima e nemica delle professioni indipendenti; la quale, ridotta nel nostro paese a piccoli e miseri salari, guarda con occhi invidiosi i maggiori guadagni, che si presuppongono molto più elevati nelle professioni indipendenti, aveva spinto il ministro delle finanze d'allora a presentare una legge la quale, graduando le professioni liberali, veniva a colpirle molto più gravemente. Ma sosteneva la discussione in allora il presidente del Consiglio dei ministri, il conte di Cavour, di cui altre volte io lamentava l'assenza in questa discussione, e desidererei oggi molto volentieri che fosse presente; egli presentatore della legge, egli che l'aveva per venticinque giorni sostenuta (poichè ricordino quelli a cui sembrano troppo lunghi questi dibattimenti, che questa legge nel 1853 ci costò 25 giorni di intricata discussione), egli che aveva sostenuta la discussione per 25 giorni, quando furono messe innanzi le obiezioni che sto svolgendo al suo successore, egli dovette dichiarare che la legge da lui medesimo presentata avrebbe incontrate tali e tante difficoltà per cui, non solamente l'abbandonava, ma si faceva esso medesimo caldo patrocinatore della mia proposta, che non è mia, ma del Governo e dei legislatori di Francia, e la difendeva con molto calore contro un membro della Commissione, il quale, fattosi a un tratto più fiscale del fisco, più ministeriale del Ministero, prese a sostenere la tassa del Ministero medesimo!

Io non voglio credere che l'onorevole conte di Cavour, venendo egli a combattere con calore la sua medesima proposta, a patrocinare con calore quella di un deputato le cui proposizioni d'ordinario non trovano nè sorriso, nè favore sui banchi del Ministero, fosse a ciò mosso da un altro motivo, se non se dall'evidenza delle ragioni che allora erano esposte! Queste ragioni, domando io, sono elleno menomate?

Quale argomentazione trovate voi, o signori, e nella doppia relazione del Ministero e nella relazione della Commissione, perchè voi abbandoniate un sistema che venne applicato dalla Francia, che, tradotto nella nostra legislazione, operò per questi due o tre anni?

Io ho percorso con molta attenzione queste singole relazioni; non vi ho trovato nè un argomento nè un appoggio di cifre che mi abbia persuaso dei motivi per cui la legge del 1853 sia stata ritirata, e venga provvisoriamente riproposto un sistema che fu giudicato dalla Camera e dal ministro Cavour d'impossibile esecuzione!

Ma, in questo stato di cose, dovremo noi improvvisare una legge che deve durare un anno solo, avendo contro di noi l'esperienza non di un solo paese, ma di tutta l'Europa?

Verremo noi ad applicare un sistema che, due volte proposto in Francia, fu per due volte reietto, che non venne applicato in nessuno Stato, quello cioè della graduazione delle professioni liberali?

Io sono persuaso che, quando la Camera verrà a discutere minutamente le conseguenze che per necessità procaccierebbe il sistema della graduazione proposta dal Ministero, anche questa volta la Camera reputerà buon consiglio d'imitare il Parlamento francese, e respingerà questo sistema!

Non estimo che si possa ammettere per vero quello che affermava l'onorevole reggente il Ministero delle finanze rispondendo al mio amico Chenal. Notava con molta ragione l'onorevole Chenal che la gradazione in quattro classi dei professionisti, di questi medici, di questi avvocati, avrebbe per risultato di ferire nell'amor proprio, e danneggiare nell'interesse tutti quegli esercenti professioni liberali che sarebbero collocati nell'ultimo grado.

A questo grave argomento il ministro delle finanze non trovò altro ad opporre se non la consegna del 1851.

Prima di tutto debbo dire, in quanto alla consegna del 1851, che, se la legge del 1851 fosse stata applicata ovunque come è stata applicata a Torino, essa forse ci reggerebbe ancora.

Il ministro non si lasciò indurre a ritirare questa legge del 1851, se non se dianzi alle dichiarazioni fatte in altre parti dello Stato, le quali, essendo evidentemente mancanti alla verità ed alla giustizia, hanno dato buono in mano alla burocrazia nemica di quella legge, per indurre il ministro a ritirarla.

Ma non è molto che lo stesso presidente del Consiglio mi diceva che l'applicazione di quella legge aveva dato in Torino ottimi risultati, e che uno dei migliori impiegati del suo dicastero deplorava ogni giorno che quella legge del 1851 fosse stata ritirata.

Dunque, venendo alle consegne del 1851, il signor ministro diceva: vedete che questa disparità di tassa non reca nessun danno all'amor proprio, non avvilisce nessuno, poichè essi stessi gli avvocati, i medici vennero a collocarsi in gradi diversi di tassa.

Ma è ben diverso il caso di una consegna generale, nella quale ciascuno porta quella indicazione dei propri guadagni che stima opportuno; consegna la quale non divide (notatelo bene) i contribuenti, i professionisti in tante e separate categorie; poichè nella legge del 1851 queste categorie non esistono, ma vi sono i ruoli entro i quali si collocano alfabeticamente i vari contribuenti rimpetto alle cifre che debbono pagare. Ma qui si tratta di fare una tabella in cui siano graduati gli avvocati ed i medici in diverse categorie; e questa graduazione non sarà opera dei contribuenti stessi, ma di un corpo costituito qualunque. Per gli avvocati la Commissione propone per divisore, per classatore, per categorizzatore il magistrato, e per le altre classi il municipio; ma voi ben vedete che questo collocamento in varie serie di categorie, fatto da altri, viene ad avere un effetto ben diverso da quello che produrrebbe una consegna propria, che rimane nascosta in un ruolo di contribuenti.

Diceva con ragione il signor ministro, entrando nel fondo della questione, essere evidente che qui non si tratta di categorizzare, di graduare il merito, ma sibbene il guadagno. Il signor ministro ha ragione; e così penseranno pure i pochissimi uomini che sanno giudicare con senno profondo del principio e dell'essenza delle cose; ma così non farà il volgo, il grandissimo, l'inaumerabile volgo che guarda all'apparenza, alla generalità delle cose. Volete permettermi che io vi segni il modo con cui si formoleranno i giudizi dal volgo che non veste tutto panni rustici?

Egli è più che probabile, è, secondo me, certo che, se ad un cliente, il quale abbia perduta una lite, si domanderà « chi avevi per avvocato? » ed il cliente risponda « l'avvocato B, » gli si replicherà « oh! è un avvocato di quarta categoria! lo credo bene che hai perduta la causa! » E se si tratterà di medici e di ammalati, parmi udire chiedere « chi hai cercato per il consulto a tua madre o a tua moglie? — Il medico tale. — Oh! egli è un medico di terza categoria! lo credo bene che è andata al Si-

gnore. » Egli è evidente che il risultato di queste classificazioni darà le conseguenze che con molto ingegno andava dimostrando il mio amico Chenal: ed io ritengo che il paragonare le tassazioni del 1851, provenienti dalle spontanee dichiarazioni dei tassati, colla graduazione stabilita da un corpo costituito, è porre in confronto due cose che non possono essere paragonate le une colle altre.

Ma la Commissione propone che la graduazione degli avvocati sia fatta dai magistrati. Un onorevole magistrato ci ha detto testè che questa graduazione pochi magistrati l'avrebbero fatta volentieri, perchè necessariamente condurrà a questo risultamento, di gettare una certa discordia tra il corpo degli avvocati e la magistratura, discordia che tornerrebbe immensamente dannosa, perchè è evidente che dalla buona armonia di questi due corpi, l'uno libero, l'altro meno libero, deve risultare quel gran bene a cui anelano e il paese e la giustizia.

Io non sono magistrato; non posso nè so apprezzare in che modo potrà essere fatta questa classificazione degli avvocati. So che vi sono, per esempio, degli avvocati, i quali non si presentano ai dibattimenti pubblici, e vivono quasi interamente col prodotto dei consulti. Sedeva qui vicino a me uno dei membri più distinti di questa Camera, che si è ritirato dal foro attivo, per così dire, e che si è ridotto puramente a fare consulti legali. Ora, domando io, come potrà la magistratura graduare questo avvocato, il quale non si presenta mai avanti i tribunali, e restringe l'opera sua, che certamente è pur proficua, ai consulti legali? Io stimo che siffatta estimazione per parte di un magistrato sia assai malagevole.

Ma, io dico, chi farà la classificazione dei medici? Al dir di taluni esistono a Torino 500 medici, ma io penso che tal numero si debba restringere a 400. (*Segni di diniego in alcuni banchi*)

Le petizioni che ci furono presentate a tale riguardo partono quasi tutte da un corpo costituito di medici, perchè essi ebbero il commendevole divisamento di costituirsi in società avente per iscopo di mettere assieme alcune somme, affine di sovvenire i loro colleghi che diventano poveri. In tali petizioni il numero dei medici si calcola da 350 a 400; ma io ebbi nelle mani documenti in cui questo è portato sino a 500.

*Voci dal centro.* Sono 350.

**VALERIO.** Ma ammettiamo quello di 350. Voi avete quattro categorie di medici, e dovendo calcolare il duodicesimo, è d'uopo comprendere di necessità 30 medici di Torino nella prima categoria...

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** Nei ruoli sono 225.

**VALERIO.** Metta anche un numero minore, invece di trenta, metta venti nella prima categoria; io domando: quale sarà quella Commissione che avrà il coraggio di collocare 19 medici in prima categoria, cioè allo stesso grado del professore Riberi?

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** Questo accade in tutte le professioni.

**VALERIO.** E questa appunto è la parte cattiva della legge.

Presumo di conoscere abbastanza il corpo medico di Torino per poter asseverare che, dopo l'accennato professore, il quale guadagna enormemente (sia lode a chi seppe procacciarsi una così vasta clientela, se questa, come penso, è dovuta alla scienza ed al lavoro), dopo quell'uno, i medici che maggiormente guadagnano non oltrepassano le 4 o 5 mila lire di profitto, e sfido chiunque a provarmi il contrario.

E questi medici pensate voi che siano molti? Io vi assicuro invece che sono pochissimi, e dopo loro si discende subito a guadagni da 3 a 2 mila lire.

Io vi diceva, non è molto, che in Piemonte gli avvocati ed i medici non devono essere tassati come potrebbero esserlo in Francia, ed ora vi aggiungo che in Piemonte dovrebbero essere tassati molto meno che in ogni altro paese del mondo; perchè io non conosco paese al mondo in cui, sia detto ad onore della patria nostra, le professioni liberali siano esercitate in modo veramente liberale, come presso di noi. Io non conosco paese al mondo in cui i medici si contentino di cinque soldi per caduna visita: e dico che non ricevono di più, perchè i 3 quarti delle loro visite non sono pagate, e rado o mai avvien che un medico chiami un cliente povero davanti ai tribunali per farsi pagare. Non troverete paese al mondo dove gli avvocati siano così riservati verso i loro clienti nel farsi pagare il frutto dei loro lavori, e dove gli avvocati, i quali maggiormente guadagnano, si restringano ad un annuo guadagno di 20 mila lire. Io domando dunque: come farete voi a collocare in questo primo grado 20 medici, mentre non ne trovate che 4 o 5 i quali guadagnino 4 o 5 mila lire, e poi siete subito obbligati a scendere a guadagni di 3 e di 2000 lire? Io vi chiedo poi che cosa valga la vostra graduazione quando vi rivolgete non più alle grandi città come Genova e Torino, dove i lavori di apprezzazione sono molto più facili, ma vi rivolgerete invece a fare questa graduazione nelle piccole città. Pensate a quello che succederà in Asti, in Vigevano, in Cagliari, e via dicendo, quando il Consiglio municipale verrà a stabilire questa graduazione fra quei sette, otto, dieci individui, dei quali il Consiglio municipale sarà in gran parte costituito, o con cui in ogni modo i consiglieri municipali sono continuamente in contatto; immaginatevi quali saranno i risultamenti di questa classificazione.

Che cosa vale poi la vostra classificazione dei medici relativamente ai piccoli comuni? La classificazione relativamente alla popolazione fu dimostrata impossibile dallo stesso signor ministro nella votazione dell'articolo riguardante gli olli; io ho appoggiato quella sua tesi, ed ebbi fiducia di poter dimostrare che quell'impossibilità eravi pure per la tassazione dei negozianti di cereali e di riso. La graduazione poi, secondo me, è assolutamente impossibile per i medici di campagna. Nessuno di noi ignora che sonvi dei medici che abitano in remoti villaggi di 1000 abitanti ma che hanno una clientela che si estende a 15 o 20 miglia attorno; questi medici pagheranno la tassa ultima, perchè abitanti in un piccolissimo paese, ed avranno una clientela di gran lunga superiore a quella che hanno i buoni medici delle città di Torino e di Genova. Io conosco medici delle nostre campagne, viventi in cascinie isolate, i quali esercitano la medicina sopra una scala molto maggiore che non i medici di Torino; eppure il medico di Torino, che guadagnerà a stento 3 o 4 mila lire, sarà collocato nel primo grado, ed il medico di campagna che guadagnerà moltissimo, sarà posto nell'ultimo.

Io non voglio andar più oltre per dimostrare queste impossibilità. Io domando solo che, nello stato di privazione in cui siamo dei lumi necessari per guidarci, colla cognizione che abbiamo certa che questa legge ha già dato un prodotto che, sino ad un certo punto, ha superato l'aspettativa dello stesso signor ministro che la proponeva, non trattandosi che d'una legge provvisoria, e dinanzi a difficoltà di questo genere, difficoltà non solamente finanziarie, ma morali, perchè minacciano di scindere sempre maggiormente quella concordia che è già in gran parte perduta nei nostri paesi, io domando se voi avrete il coraggio di entrare in un sistema

nuovo, accettato da nessuno, respinto dalla legge francese, che voi stessi avete dichiarato di avere per sola norma in questa legge, e vi chiedo se potrete sancirlo coscienziosamente col vostro voto. Io penso di no, perchè sono persuaso che, accrescendo la tassa che noi abbiamo già accresciuta di molto sopra quanto pagasi in Francia, e graduandola voi verreste accumulando difficoltà a difficoltà, ingiustizia ad ingiustizia, ed avreste intrapreso voi soli per una legge provvisoria, quello che fu tentato ma non osato dai Governi che ci circondano.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica incaricato del portafoglio delle finanze, Fra quante ingiustizie ed ineguaglianze di cui si possa accusare una legge d'imposta, la maggiore, a parer mio, sarebbe quella mercè cui una classe intera di cittadini rimanesse esente da tassa. Il voler ciò sostenere davanti ad un Parlamento che ha per norma uno Statuto in cui si dichiara che ogni cittadino deve pagare in proporzione dei propri averi, il cercar di dimostrare che una classe, la quale certamente non è delle più bisognose della società, sia in diritto di essere per privilegio esclusa dall'imposta, mi pare che sia perorare per un'ingiustizia la quale sarebbe talmente sentita da tutta la popolazione, che non potrebbe a meno di eccitare giusti reclami.

**VALERIO**. Nessuno ha fatto questa proposta.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Mi si permetta... Si è sostenuto in massima che le professioni liberali non debbono pagare, ed è contro questa massima che io non posso a meno di dichiarare che, se mai il Parlamento osasse di stabilire (*Susurro a sinistra*) un privilegio a favore d'una classe di cittadini, io dico che commetterebbe la più grande ingiustizia, violerebbe apertamente lo Statuto.

**PESCATORE**. Nel 1853 lo ha osato.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Scusi, nel 1853 il Parlamento piemontese conobbe i propri doveri, e fin dalla prima volta che venne in discussione un progetto di legge sulle patenti, stabilì una tassa anche sui professionisti.

**VALERIO**. Allora propongo una tassa sui pittori e scultori, e in genere sulle belle arti.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Io dico che questa esclusione non si potrebbe stabilire senza commettere un'aperta, una flagrante ingiustizia, senza violare scientemente la legge fondamentale dello Stato.

A fronte delle chiare disposizioni dello Statuto, non potendosi in verun modo dubitare se gli esercenti professioni liberali debbano o no pagare la tassa, veniamo ora a vedere che cosa debbano pagare. Dovranno essi pagare in proporzione dei propri redditi, oppure bisogna fare per loro un'eccezione?

Io domando come si possa ad un tempo sostenere che la tassa sulla rendita è la più giusta, e poi pretendere che si faccia un'eccezione a favore di una classe di cittadini, e dire: per questi non dovete badare alla rendita, ma imper loro una tal quota che possa essere uniforme per tutti, onde non destare suscettività, per non ferire l'amor proprio di diversi esercenti. Io domando se dobbiamo lasciarci guidare da riguardi d'amor proprio e da considerazioni di suscettività, oppure dall'entità del guadagno, dalla rendita, e basare la tassa come si è fatto per tutte le altre professioni in rapporto coi lucri, coi prodotti della propria professione.

Sono d'avviso che anche a questo riguardo non si possa stabilire una tassa uniforme, giacchè è noto che anche fra

gli esercenti arti liberali vi è chi guadagna più e chi guadagna meno. Vi sono alcuni che ricavano appena di che campare, vi sono altri che si fanno ricchi patrimoni, taluni guadagnano 6 o 7 mila lire, altri 10, 15, 20 mila ed anche più.

Dunque nemmeno la massima della uniformità si può accettare in questo caso, perchè sarebbe contraria alla giustizia e contraria a quella giusta proporzione che si richiede dallo Statuto, ond'è che io ritengo che non si possa sostenere nemmeno questa seconda tesi.

Si addussero esempi di altri paesi, e a questo proposito si trasse partito di alcune dichiarazioni da me fatte nelle precedenti sedute in cui confessai di avere, nel compilare le diverse leggi d'imposte, seguito le tracce della nazione francese. Ma si andò ben più in là; si tacciarono i diversi Ministeri che si succedettero dal 1848 in poi, come di plagiarli delle leggi di quella nazione.

Io non risponderò a quest'accusa, come troppo estranea alla questione; dirò solo che un Ministero, un Parlamento che voglia fare il bene del proprio paese, deve prendere il buono dove esiste, procurare bensì che venga conservata sempre alla propria legislazione la sua fisionomia, cercando appropriarla alle proprie condizioni economiche e finanziarie; ma, se riconosce tuttavia che in un vicino od in un lontano paese si sia fatto di meglio, deve prendere il meglio dove si trova.

Del resto, o signori, noi abbiamo, non dico tradotta, ma in gran parte seguita la legge francese sulla tassa patenti, fino dal 1853: il che non vietò però che traessimo profitto dall'esperienza, e che vi proponiamo nell'attuale progetto di legge un cambiamento radicale della legge francese, cioè quello della graduazione.

Nella legge francese non esiste la graduazione per la tabella A, e fu combattuta vivamente nel Parlamento di Francia dal signor Vitet il quale addusse che questa gradazione era ingiusta, impossibile, e via dicendo.

Eppure presso noi vediamo che non solo la Camera l'ha accettata, ma che uno dei promotori principali ne fu l'onorevole deputato Valerio; dunque non vale più il suo ragionamento con cui dice: « vedete, voi fate una legge come la legge francese; ma nella legge francese non sono tassati gli esercenti arti liberali secondo gradazione; e voi, in questa parte unicamente, volete allontanarvi dalla legge francese ed adottare la graduazione. »

L'esempio che ha già dato il Ministero e la Camera in questa stessa legge, prova che noi ci siamo già discostati in parti più essenziali dalla legge francese, cioè in quello che riflette la graduazione della tabella A: dunque possiamo anche discostarci per la graduazione della tabella C che anzi, in questo modo, ci uniformiamo affatto al nostro sistema. Coll'adottare una graduazione per tutti gli esercenti tanto delle industrie, quanto dei commerci e delle professioni, ci avviciniamo a quell'eguaglianza, a quell'uniformità, mercè la quale possiamo ottenere più facilmente una perequazione, una distribuzione regolare delle imposte.

Facendo questa mutazione non solo alla tabella A, ma anche alla tabella C, noi miglioreremo la legge, adotteremo un sistema uniforme per tutte le professioni: e per conseguenza, comunque si discosti dalla legge francese, dobbiamo adottarlo, perchè pare sistema migliore, nello stesso modo che lo abbiamo applicato nella tabella A.

Questa argomentazione parmi che sia abbastanza convincente e che possa indurre la Camera ad accettare la proposta del Ministero e della Commissione.

Ma certo che l'autorità del Parlamento francese e l'esperienza di quella nazione per un lasso di 50 anni ha un gran

valore, io non lo nascondo: però bisogna tener conto di tutte le circostanze.

E prima di tutto io debbo rettificare alcuni fatti citati dall'onorevole Valerio. Egli disse che giammai nella legislazione francese vennero tassati gli esercenti arti liberali. Questo non mi pare esatto, giacchè fin dal 1844 i medici ed i chirurghi furono tassati, e la tassa produceva niente meno che 950 mila lire circa: gli avvocati soli godevano dell'esclusione da questa tassa. Ora nessuno può dubitare che gli avvocati avevano una grandissima preponderanza nel Parlamento francese, che se essi fecero un immenso bene a quella nazione, cagionarono anche del male...

**VALERIO.** Come? Quei del regno di Luigi Filippo?

**LANZA,** ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Io non ho mai asserito che gli avvocati del regno di Luigi Filippo abbiano rovinata la nazione, come asseriva nel suo discorso il deputato Valerio; questa è un'aggiunta od un commento, se si vuole, del suo amico politico il deputato Sineo. Io dissi unicamente che uno dei motivi per cui, secondo il mio modo di vedere, e giusta anche il pensiero di diversi statisti, gli avvocati furono esenti dalla tassa sulle patenti fino al 1850, era da ritenersi che fosse l'influenza che essi esercitavano nel Parlamento. Si negò che gli avvocati potessero esercitare una tale influenza; ma io reputo che basta svolgere gli annali della storia di quel regno, basta ricordare le discussioni ed i ragionamenti che ebbero luogo nei giornali durante quel regno, perchè ognuno possa farsi capace che chi dominava veramente allora nel Parlamento francese fino agli ultimi anni era la classe degli avvocati. Io mi ricordo aver vedute statistiche da cui risultava che dei 459 deputati che contava quella Camera, più della metà erano avvocati (*Movimenti*), il che vuol dire che erano in maggioranza.

Non nego che gli industriali e i grandi commercianti avessero influenza, e che l'abbiano particolarmente acquistata negli ultimi anni. Ma se, l'influenza di questi industriali e di questi grandi commercianti fu in molti casi funesta all'industria ed al commercio francese (perchè è vero quanto osservava l'onorevole deputato Valerio, che si opposero costantemente alle libertà di cambio), io dirò che questa influenza si è anche estesa alle stesse tasse, e particolarmente a quella delle patenti. Difatti voi vedrete che, trattandosi di imporre le industrie, secondo il numero degli strumenti di produzione, l'imposta si fermò sempre dove vi è, direi quasi, una separazione tra le grandi e le mediocri industrie: giunta ad un certo punto, la tassa si fermava, e questo fu così dannoso alle piccole industrie, che dovettero in massima parte cessare. Questa influenza esercitata dai grandi industriali produsse anche tanta irritazione nei piccoli e mediocri industriali e commercianti del paese, che concorse colle tante altre cause a scalzare quel Governo.

Ma non è men vero che, anche per quanto riguarda l'esenzione dalla tassa degli esercenti arti liberali i laureati di quel Parlamento abbiano esercitata una tal quale influenza. E lo stesso Vitet nella sua relazione lo dice con queste parole:

« Oltre alle tante considerazioni politiche che ci consigliano a non proporre una tassa sopra gli esercenti arti liberali, vi sono anche queste e queste considerazioni: » cioè le considerazioni che vennero già svolte qui, e che io in massima parte riconosco vere, e che, come l'ho già dichiarato, meritano qualche riguardo.

Questo però non toglie punto la giustizia della tassa, perchè, quando si provi che vi sono contribuenti i quali per cir-

costanze particolari non possono sopportare la tassa in quella misura, giustizia vuole che sia scemata. Ma ciò, torno a dirlo, non lede la massima. Quando nel 1844, appunto per non tassare gli avvocati, il Parlamento divisò di togliere anche l'imposta che cadeva sui medici, da quell'epoca sino al 1850 non si pagò più tassa dagli esercenti le professioni liberali. Il Governo sacrificò allora una cospicua somma, non perchè stimasse di fare un atto di giustizia, ma perchè non osava affrontare a tal uopo una discussione colla parte più influente del Parlamento. Dalla stessa relazione che poc'anzi ho accennato si può desumere che questo fu il vero motivo per cui si rinunziò a tale tassa.

Si afferma che non conviene toccare il sistema attuale che stabilisce un'imposta sulle professioni liberali, il quale non produce incagli, e dà appaganti risultamenti, per quel che pare, stantechè il ministro non presentò documenti per provare che la cosa proceda diversamente.

Se il Ministero propone di recedere dal sistema attuale, è appunto perchè la tassa eccezionale stabilita a favore degli esercenti professioni liberali, non è bastevolmente proporzionata e rettamente distribuita, ed in pari tempo frutta pochissimo. Io non ho una statistica di tutti gli esercenti arti liberali dello Stato, ma da una delle città principali, potrete argomentare del resto.

Ho qui un elenco di tutti gli esercenti arti liberali, registrati nei ruoli del 1854, per la città di Torino. Il loro numero totale è di 465; ve ne sono forse di più, ma i registrati sono solamente 465, dei quali 124 sono avvocati, 217 tra medici, chirurghi e flebotomi, 64 architetti, e il rimanente notai, estimatori, ecc. Che cosa pensate voi che produca questa tassa in complesso? 26,985 lire fu il prodotto del 1853, ricavato ancora sui ruoli della antica legge del 1851. Secondo la nuova legge e i ruoli del 1854, dà 25 mila e tante lire, 1900 lire circa meno di quello che producesse la legge antecedente, cioè quella che era basata sulle consegne, giacchè con questa noi abbiamo avuto, dagli avvocati consegne di 180, di 120, di 240 e fino di 480 lire; di questi anzi ve n'è un numero ragguardevole, sono 24; in tutto sono 4710 lire. Il rimanente poi sta tra le 10 e le 60 lire. Ora, domando io, se questa tassa è proporzionata coi guadagni che si fanno da questa massa di esercenti, se sopra 465 esercenti in Torino si debba essere soddisfatti di una tassa di 25,500 lire circa.

Ben vedete adunque che il prodotto in complesso è quanto mai insufficiente; prendete pure la media, e vi avvedrete che è stabilita in una somma assai tenue. La tassa adunque, come già dicevo, non è bene ripartita, è ingiusta, perchè la base che si è adottata dell'alloggio, è flagrantemente ingiusta. L'esercente, ad esempio che guadagna di più in Torino, pagherà egli un fitto superiore alle 2500 lire? È cosa assai difficile. Prendiamo ora un altro esercente che guadagni scarsamente, od anche mediocrementemente; mettiamolo nelle stesse condizioni di famiglia; non potrà sicuramente avere in Torino un alloggio inferiore del prezzo di 800 o 900 lire. Ora supponete che il primo guadagni 18 mila lire, e che il secondo ne guadagni 2 mila; che vi sia per conseguenza una proporzione dall'uno al nove; che cosa avete, riguardo all'alloggio? Non avete che una proporzione dall'uno al tre. Dunque, mentre la differenza di reddito è dall'uno al nove, la differenza di fitto essendo dall'uno al tre, voi fate pagare a quello che guadagna meno, proporzionalmente a quello che guadagna più, una tassa triplice. Ora, io domando se sia giusto questo sistema.

Nei valori dei fitti vi sono dei limiti determinati dai bi-

sogni di famiglia, che assolutamente non si trovano in rapporto approssimativo coi guadagni che si fanno colla professione.

Dunque, tanto sotto l'aspetto della giustizia, quanto sotto il rapporto del prodotto totale, cioè dell'interesse dello Stato, non si potrebbe assolutamente continuare col sistema che è ora in vigore.

Si disse e si ripeté che questa graduazione può essere offensiva al decoro, alla riputazione, al credito degli esercenti. A questo ho già risposto cercando di addurre le ragioni e i fatti che provano il contrario; ma ne citerò ancora uno. Io non penso che gli esercenti il patrocinio siano di sentimenti più delicati di quel che lo siano gli esercenti la medicina e la chirurgia. Presumo che siano pari per isquisitezza di sentimento, essendo i loro studi egualmente nobili, e l'educazione che ricevono egualmente colta. Ebbene, io vedo con molta soddisfazione che la classe medico-chirurgica (alla quale ben a ragione erano diretti gli encomi dell'onorevole Valerio per aver saputo riunirsi, discutere e proporre modificazioni collettive) ha proposto un emendamento graduato, senza avere per nulla mostrato timore di stabilire graduazioni che si vorrebbero or qui far credere ingiuriose. Se si trattasse di dire che chi è collocato nel grado primo ha un ingegno come dieci, e colui che è collocato nel secondo grado ha un ingegno come cinque; se quest'interpretazione potesse ragionevolmente farsi, sarebbe stata fatta anche da questi cultori delle scienze, e non avrebbero adottato la graduazione.

**VALERIO.** Ma vi erano trascinati dal progetto ministeriale che intendevano di emendare, non sperando che fosse rigettato.

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** Scusi: hanno proposto essi un sistema di graduazione; ma, quando avessero giudicato che questo sistema non dovesse e non potesse convenevolmente approvarsi, non lo avrebbero certamente proposto.

Egli dice: l'ha proposto il Governo. Ma non erano obbligati di seguire il sistema del Governo: se si fossero tenuti offesi, avrebbero protestato; e nello stesso modo che gli avvocati proposero il diritto fisso, questo sistema poteva eziandio essere proposto dai medici e dai chirurghi, quando avessero reputata ingiuriosa la tassa graduata. Basti questo fatto per provare che questa interpretazione è gratuita, perchè essa non può essere nell'intendimento del Ministero, come non è nella natura stessa della modificazione che viene introdotta. Quindi ritengo che il sistema più razionale, il sistema mediante il quale si può più vantaggiosamente ragguagliare la tassa ai prodotti sia il sistema della graduazione, salvo poi a determinare la tassa d'ogni grado. Non complichiamo la questione già per se abbastanza ardua; stiamo unicamente alla massima, perchè in quanto a stabilire poi la tassa per ogni grado, ed al fissare la graduazione, questa verrà in seguito. Ora si tratta di deliberare sul sistema; si tratta di decidere se si debba ammettere un diritto fisso o un diritto graduale.

Ho fiducia di avere a sufficienza dimostrato che il diritto graduato sia per sé più razionale, che somministra maggiori mezzi di poter raggiungere la perequazione dell'imposta tra gli esercenti, e che si debba anche accettare, perchè così uniformiamo la tassa riguardo a questi cittadini con quella che è a carico di tutti gli altri esercenti. Allora il sistema della legge sarebbe completamente identico; una base sola sarebbe posta a tutto l'edificio di questa tassa, e questo non è un lieve vantaggio.

Ma si osservava: come volete mai mettere, per esempio, uno che guadagna 20 o 30 mila lire a confronto di un altro

che ne guadagna 10? Sarete obbligati nello stesso grado colla proporzione anche di un dodicesimo per il primo grado, e di un sesto pel secondo, sarete obbligati di calcolare nel primo grado esercenti che guadagnano 20 mila lire ed esercenti che ne guadagnano solo 7 od 8.

Prima di tutto rispondo che non solamente nelle professioni liberali, ma in tutte le professioni, in tutte le industrie ed esercizi questa anomalia esiste, e, se vi fosse mezzo di toglierla, il Ministero ed il Parlamento certo non mancherebbero di farlo.

Appunto per evitare quest'anomalia, l'onorevole deputato Mellana suggeriva una colonna particolare per comprendervi quelli che fanno guadagni affatto eccezionali; ma si è dimostrato dai medesimi amici politici dell'onorevole Mellana e da quelli stessi che dapprima avevano accolto favorevolmente quella proposta, la difficoltà di applicarla. Dunque il dire: con questa graduazione voi comprendete nello stesso grado e chi guadagna più e chi guadagna meno, non vale per questa parte speciale della legge, giacchè si potrebbe la medesima ragione estendere a tutti gli altri esercenti. D'altronde voi, col vostro sistema del diritto proporzionale sugli alloggi, venite ad estenderla maggiormente, e quello che non è che eccezionale, lo rendete la regola generale, perchè, quando stabilite che nei paesi ove vi saranno 200 esercenti, e la differenza tra quelli che guadagnano meno e quelli che guadagnano di più sarà di uno al 50, al 40, e li confondete tutti nello stesso grado, e li obbligate tutti a pagar la stessa tassa, io dico che questo costituisce un'ingiustizia di massima, non più di eccezione per la imperfezione inevitabile della legge. Per conseguenza, io posso combattervi coi vostri stessi argomenti dicendo: se voi credete che questo non si possa tollerare, dovete cercare di evitare questa grandissima ingiustizia adottando la nostra graduazione.

E qui non è il caso di ripetere il solito argomento che, per esempio, in una data città dieci esercenti non potranno entrare nel 1° grado, cinque non potranno entrare nel 2°, giacchè non siamo ancora a discutere la proporzione delle graduazioni; ora ci occorre solo di discutere sul sistema della graduazione o della non graduazione.

Dunque è intempestivo il venire a fare confronti di proporzione.

Del resto la difficoltà che con molto calore sollevava l'onorevole Valerio, riguarda gli esercenti arti liberali nei piccoli comuni; se egli avesse ben esaminato le tavole, si sarebbe ai suoi occhi di molto attenuata...

**VALERIO.** Le ho studiate.

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** Convien dire che certe volte non si vede bene.

Nei comuni inferiori che sono da 5 a 2 mila abitanti, ed in quelli al di sotto dei 2 mila, non vi sono che due gradi; quindi la difficoltà non è come la affacciava l'onorevole Valerio; non si tratta che di vedere chi guadagna più, o chi guadagna di meno, per classificarli in uno di questi due gradi.

**VALERIO.** Ho parlato di Asti, di Vigevano e di città consimili.

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** Ha parlato di piccoli comuni. Essi sono contemplati nella sesta e settima classe dove la graduazione non consta più di 4 gradi, ma solo di due; per conseguenza non vi può essere più questa difficoltà di graduazione.

**VALERIO.** Ho parlato di piccoli comuni per dire che vi sono medici che abitano comuni piccolissimi e che guada-

gnano molto di più che quelli che abitano nella città più popolate.

**LANZA**, ministro per l'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Mi pare che si è parlato dei Consigli comunali; del resto non insisto maggiormente su questo punto.

Dico che questi casi eccezionali cadono appunto nella questione che ho trattato antecedentemente, cioè che pur troppo per qualsiasi sistema sia o non sia di graduazione, vi hanno delle difficoltà, ma che ve ne sono delle maggiori se non si adotta la graduazione.

Del resto, egli è difficile il provare che vi siano medici nei piccoli comuni che guadagnino molto; non vi è una così sensibile differenza tra gli uni e gli altri, perchè se taluni hanno una condotta medico-chirurgica più estesa, hanno però fatiche e spese a sopportare che sono in proporzione del raggio della loro condotta.

Del resto i profitti di questa classe di esercenti pur troppo sono assai limitati, ed una prova di ciò si è che dai comuni più poveri spariscono gli esercenti dell'arte salutare; e ben si può prevedere che tosto o tardi gli amministratori comunali si accorgeranno delle conseguenze che produrrà la poca curanza che si usa riguardo agli esercenti di una professione che nei piccoli comuni è spesso un esercizio di pazienza e un tributo di sacrifici.

**POLTO**. Allora il Governo pensi a provvedere per le condotte.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Ripeto che il numero dei medici-condotti diminuisce in modo che non si può dedurre che nei comuni si facciano pingui guadagni.

Si dice, in via d'interruzione, che il Governo dovrà pensare anche a questo. Ma ora non è il caso di pensare al modo di provvedere. La tassa che ora sarebbe stabilita per i medici di questi piccoli comuni è assai tenue; qualora non lo sia sufficientemente, si può ancora portarvi qualche modificazione; ma presumo che nei limiti a cui fu fissata dalla Commissione si possa facilmente tollerare.

Quanto osservai riguardo alla condizione dei medici, è unicamente per rispondere all'argomento addotto dall'onorevole Valerio, il quale diceva che in certi piccoli comuni, persino in cascinali, vi sono medici e chirurghi che guadagnano molto.

Io non aggiungerò altre osservazioni, giacchè prevedo che anche la discussione di questa tabella pur troppo non sarà più facile e spedita di quella delle altre, e che mi sarà giocoforza prendere ancora altre volte la parola.

**DE VIREY**. J'ai demandé, messieurs, la parole lorsque j'ai entendu monsieur le ministre des finances, en se retournant vers ces bancs, adresser un vif reproche à ceux qui avaient combattu la classification; mais je n'ai pas tardé à m'apercevoir qu'il s'adressait plutôt à un membre qui a soutenu l'abolition de la taxe dont on voudrait frapper les professions libérales. Quoique ce reproche ne s'adresse pas directement à moi, qu'on me permette cependant d'y répondre.

L'opinion émise à ce sujet peut très-bien être soutenue, et la preuve en est qu'en France et en Angleterre où une disposition équivalente à cet article de notre Statut, qu'on est venu mettre en avant avec tant de chaleur, est en vigueur sans qu'on ait jamais songé à soumettre les professions libérales à une taxe, si ce n'est dans des temps de crises extraordinaires, et encore dans des proportions bien minimes en comparaison des gains énormes qu'elles procurent à ceux qui les exercent.

On a beaucoup parlé du rapport de monsieur Vitet: permettez-moi d'en lire deux lignes. (*Il ministro delle finanze fa segno di diniego*) Si cette lecture n'est pas nécessaire pour monsieur le ministre chargé par intérim du portefeuille des finances, elle peut l'être pour éclairer la Chambre.

Je lui demande donc la permission de lui en lire un passage; je crois qu'elle ne sera pas fâchée que je le fasse. Voici ce que disait monsieur Vitet:

« Ces impôts ne devraient pas frapper ceux qui possèdent un de ces arts qui s'acquièrent par de longues études et qui l'exercent par une simple dépense d'intelligence et d'activité; mais dans tous les cas, toute distinction entr'eux serait injustifiable et arbitraire. »

Voilà ce que disait monsieur Vitet, et c'est précisément l'opinion émise si éloquemment dans ce rapport qui fit rejeter à cette époque l'impôt dont on voulait frapper les professions libérales en France. C'est aussi sur cette partie du rapport que j'ai voulu, messieurs, appeler votre attention, parce qu'il est bien que vous vous persuadiez que vous ne pourrez jamais frapper les professions libérales sans tomber dans l'arbitraire, et sans blesser les principes les plus sacrés de la justice et de l'équité.

On a dit, il est vrai, qu'à cette époque les avocats dominaient dans la Chambre des députés de France, et que c'est à eux surtout qu'il faut attribuer le rejet de la loi proposée, et que les maux, qui se sont déversés plus tard sur ce noble pays, doivent être en grande partie attribués à eux. Je ne sais jusqu'à quel point l'on peut soutenir avec fondement cette thèse, surtout si je parcours les compte-rendus des Chambres françaises de cette époque.

Toutefois, je crois pouvoir à mon tour affirmer que, si les avocats ont fait du mal en 1845, à l'occasion de la discussion de cette loi, et même plus tard, en d'autres circonstances, en 1848 l'on a vu siéger à l'Assemblée nationale une assez grande quantité de médecins, sans qu'ils aient beaucoup amélioré la condition du pays et remédié aux maux causés par les avocats. (*Harité*)

Je me permettrai donc de dire qu'entre les deux professions libérales, la parité est égale, et que, sous le rapport du bien et du mal qu'elles ont pu faire, elles n'ont rien à s'en-venir mutuellement.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Permettez-moi une seule observation. Je n'ai pas seulement parlé des avocats; j'ai aussi parlé des médecins; je n'ai pas fait de distinction.

**DE VIREY**. J'ai compris que c'était aux avocats que le reproche s'adressait, car, pour le moment eux seuls se trouvent sur le tapis; le quart d'heure des médecins viendra aussi à son tour.

Messieurs, nous voulons faire une loi, mais le premier principe qui doit nous diriger, c'est le principe de l'équité et de la justice.

Je crois, messieurs, vous l'avoir démontré, et mes honorables collègues l'ont démontré beaucoup mieux que moi, qu'en adoptant le système de classification, nous commettons une véritable injustice.

Je ne pense pas que monsieur le ministre ait pu, dans sa réponse, et malgré toute son éloquence, écarter l'odieuse et l'arbitraire que présentera toujours le principe qu'il veut nous faire adopter.

On disait, tout à l'heure, que le parti qui cherche à faire prédominer le système de la taxe sur le revenu devrait accepter cette loi. Mais je crois précisément que le motif qui a poussé ce parti à combattre le projet actuel, c'est préci-

sément parce qu'on ne peut connaître le revenu qu'on peut retirer d'une profession libérale, et que la fixation d'un faux sur l'intelligence échappe à toute appréciation.

Or c'est précisément pour cela que ces messieurs, conséquents avec leurs principes, ont combattu et continueront, je l'espère, à combattre le projet qui est soumis à nos délibérations. Le système doit être uniforme, nous a-t-on dit, dans toute la loi, et dès lors, du moment que pour les tableaux A et B on a admis le système de classification, il faut l'admettre aussi dans le tableau C.

Cette raison ne doit pas exercer une grande influence sur notre manière d'envisager la question actuelle. En effet, cette anomalie n'existait-elle pas dans les autres lois sur les patentes? Celle de 1853 ne le prouve-t-elle pas? Dans cette loi on a changé le système parce qu'on a reconnu qu'il fallait le faire et qu'un système uniforme, en matière d'impôt, est chose presque impossible. Je dirai même qu'en certains cas il serait absurde de le prétendre, tant les circonstances d'époques, de lieux, de personnes, peuvent obliger le législateur de s'écarter, sur quelques points, de cette rigidité de principes. En outre, comme je le disais tout à l'heure, là où la base d'appréciation manque, la possibilité de classer avec justice les contribuables fait aussi complètement défaut.

Je comprends, pour les banquiers, la classification, parce qu'on a, relativement à eux, une base assez certaine pour apprécier leur position plus ou moins aisée, plus ou moins avantageuse. Le nombre des commis, la grandeur de l'établissement destiné à l'exercice de sa profession, le nombre d'opérations qu'il fait et dont on peut connaître une partie, est certainement, pour l'homme d'affaires, un signe apparent et assez positif de richesse. Mais, pour l'avocat, il n'en est pas de même; il n'occupe, souvent, pour l'exercice de sa profession, que la chambre où il a établi son étude, et tous les gains qu'il fait ne peuvent avoir aucun rapport avec l'étendue des locaux qu'il occupe, puisque, pour lui, tout son profit vient de son intelligence, de son talent et de son travail.

Admettre une classification parmi les avocats, c'est vouloir frapper, non-seulement l'intelligence, mais même l'assiduité au travail, c'est frapper d'un droit le travail: et ce système, ou plutôt cette triste aberration, qui a déjà été éprouvée d'une manière si fâcheuse, est assez dangereux et assez détestable pour que nous ne cherchions pas à en faire l'expérience chez nous.

Le point capital de cette loi, et sur lequel doit porter toute la question, c'est de savoir si la classification pour les professions libérales est possible dans les limites du juste et du vrai.

Quant à moi, je l'ai dit et je crois l'avoir démontré, qu'elle n'est point possible à moins de tomber dans l'arbitraire, et que dans tous les cas elle est souverainement injuste dans son application. J'espère que la Chambre, après avoir entendu les raisons mises en avant pour et contre, les pèsera bien dans la balance de son impartialité avant de se prononcer. Je laisse que d'autres membres de cette Chambre, plus éloquents que moi, discutent les autres raisons qui peuvent étayer cette opinion; et je me réserve toutefois de développer plus tard mon amendement relativement à la question de chiffres.

Cet amendement a pour but de corriger ce que d'un côté la classification aurait de trop injuste et de trop arbitraire en portant une réduction sur le droit fixe, qu'on laisserait uniforme et égal pour tout le monde, et en y adjoignant de l'autre côté un droit proportionnel pour compenser ce que le droit fixe, un peu faible, pourrait faire perdre aux finances de l'Etat.

Quant à moi, je ne crois pas que le besoin des finances, quel qu'il soit, doive être de nature à nous faire commettre une injustice, et nous la commettrions en votant le principe tel qu'il nous a été proposé.

Je le demande, est-il juste de vouloir retrouver sur les uns ce que nous perdons en dégrevant les autres? Non, sans doute.

Et c'est pour un an que nous allons entreprendre ce bouleversement général! En vérité il n'en vaut pas la peine. Quant à moi, je vous l'ai dit, j'ai cru devoir faire cette proposition précisément parce que je suis tout à fait étranger à la question; un principe de justice et d'équité m'a guidé en vous la soumettant; un même principe, j'en suis sûr, vous dirigera seul dans votre décision.

**PRESIDENTE.** Il deputato Gastinelli ha facoltà di parlare.

**GASTINELLI.** Piacemi, o signori, che il progetto di una tassa fissa nelle varie categorie degli avvocati senza graduazione, migliorata, corretta con un diritto proporzionale sul valore locativo dei membri affetti all'esercizio di quella professione, sia venuto piuttosto da un membro della magistratura che da uno della curia, acciò non paia che io, od alcuno dei miei colleghi vogliamo in questa causa patrocinare i propri piuttosto che gli interessi della giustizia, sebbene io sia certissimo che né io né alcun di coloro dei miei colleghi cui hanno abbandonato in provincia il loro ufficio per venire a sedere su questi stalli parlamentari possa parer sospetto di essere mosso da simile personale interesse. È il sentimento della giustizia, è un intimo convincimento che mi guida in questa discussione, per cui, sebbene io avessi da principio proposto un emendamento con graduazione, tuttavia dopo seria, dopo matura riflessione, ho dovuto convincermi che veramente era preferibile ad ogni altro sistema quello che eliminasse ogni graduazione. Qui, o signori, io pregherei la Camera di fare astrazione da molte cose che si sono dette, e che non appartengono né punto né poco alla presente questione.

Si è parlato della maggior entrata che può sperare dall'attuazione della presente legge l'erario su quella che percevette sin qui; ma simile discussione, o signori, è affatto a questo luogo estranea, perchè gli emendamenti dei deputati De Viry e Chenal non mirano né punto né poco a scemare questa entrata dell'erario, quale vorrebbero ottenerla il Ministero e la Commissione col progetto di legge da loro proposto.

Si è parlato egualmente assai di un'ingiustizia che pareva risultare nella legge del 1853, per cui, proporzionando la tassa all'abitazione, ne conseguiva che professionisti, i quali facevano diverso lucro, pagavano la stessa tassa, e la pagavano forse minore quelli che lucravano maggiormente.

Anche questa obbiezione, o signori, è estranea affatto al presente tema; perciocchè non si tratta, né nell'emendamento Chenal, né in quello del deputato De Viry, di riproporre la legge che oggi ci governa. Abbandonate dunque simili astratte obbiezioni che non colpiscono i presenti emendamenti, veniamo al concreto tema degli stessi.

La questione deve essere così posta: conviene maggiormente adottare un solo grado nelle diverse categorie (perciocchè gli emendamenti proposti ammettono le categorie), o veramente dobbiamo noi dividere ogni categoria in tanti gradi in quanti furono divise dal progetto del Ministero e della Commissione? Io credo che, così enunciata la proposizione, debba risolversi, nel senso dei proponenti quegli emendamenti.

Io non ho udito farsi dal banco del Ministero alcuna seria



obbiezione che valesse a convincermi del contrario: e primieramente io non ho sentito a combattere sodamente alcuna delle ragioni che si sono fatte valere dagli onorevoli preopinanti per quest'unica tassa: in secondo luogo poi, facendo astrazione da ciò che non debbe entrare nella presente questione, è facilissimo il ribattere tutti gli argomenti di cui si è valso il Ministero in sostegno della contraria sua tesi.

Non ripeterò le osservazioni molto convincenti che vi sono state fatte per dimostrarvi e l'arbitrio e l'odioso che avrebbe necessariamente con sé questa graduazione nell'ordine dei professionisti in genere, e degli avvocati in ispecie; ma permettetemi che io v'aggiunga una semplice riflessione a quelle già statevi porte, da cui risulta l'impossibilità pratica di simile graduazione.

Ritenete due essere le opinioni che, in fatto di pratica di questa graduazione, rimpetto agli avvocati, a cui limto le mie osservazioni, ho veduto svolgersi nella Camera: l'una è quella del Ministero e della Commissione, che vogliono che gli avvocati sieno tassati non secondo il luogo in cui abitano, ma secondo la Corte innanzi a cui sono ammessi a patrocinare; ed io credo giusto questo principio, perchè altrimenti operando, ne avverrebbe che avvocati di moltissimo grido i quali patrocinano davanti le supreme Corti, ma tuttavia abitano in provincia, non ostante i lucrosi loro guadagni, pagherebbero di meno di quello che pagherebbero coloro che abitano nella capitale e hanno meno lucri. A fronte, è vero, di questa avvi l'opinione di coloro i quali vorrebbero che gli avvocati fossero tassati secondo il comune in cui esercitano la loro professione, tanto almeno mi pare di aver rilevato dall'emendamento proposto dall'onorevole deputato Agnès.

Quanto io veggio preferibile, a petto delle regole di giustizia, la prima sulla seconda opinione, altrettanto io veggio quella più malagevole in pratica ad attuarsi col mezzo delle graduazioni.

Io chieggo invero, come, dove, da chi si procederà a graduare i 320 avvocati, ex. gr., ammessi a patrocinare davanti le Corti di Torino, e quali in questa capitale, moltissimi in provincia residenti. Qual sarà il presidente e di qual magistrato che procederà, nel sistema della Commissione, a quella graduazione, in concorrenza di qual municipio?

Potrà il presidente della Corte d'appello conoscere del vero grado da assegnarsi ad avvocati non abitanti nella capitale, e di quando in quando appresentatisi a quel magistrato? Con qual municipio dovrà conferire? V'accorgete, o signori, in quali imbarazzi pratici vi pone la proposta graduazione?

Ma io chieggo: a fronte degli inconvenienti già svoltivi, a fronte delle difficoltà di quella graduazione, qual è in fine la prepotente ragione di volerla ad ogni costo, se niun'urgente necessità mi si mostra della medesima?

Si dirà forse che si possono temere lagni, perchè coloro che guadagnano meno pagheranno come quelli che guadagnano più? Che il disposto dello Statuto sarà violato, le regole della giustizia manomesse con una tassa fissa per diversi lucri?

Quanto al primo obbietto, per servirmi dell'esperienza stessa, o signori, nella legge che sin qui si osservò, queste ineguaglianze che succedevano sott'essa maggiori, e senza correttivo fecero mai tuttavia sorgere lagni per parte dei professionisti?

L'esperienza del passato basterebbe a garantirmi che non sorgerebbero per l'avvenire, continuando in una sola tassa, vogliasi fissa, vogliasi proporzionale, dovechè io non sarei garante del nuovo contrario esperimento.

Ma lasciamo l'argomento dell'esperienza; esaminiamo la

cosa per sé. La cifra media per una tassa fissa si approssima al terzo dei gradi stabiliti dalla Commissione: dunque simili lagni non sono a sospettarsi per alcuno di coloro che verrebbero graduati dal contrario progetto della Commissione e del Ministero in 1°, 2°, 3° luogo.

Io ho istituiti gli appositi calcoli, o signori, ma su cui non è tuttavia mestieri che vi intervenga, perchè simili calcoli ve li ha già presentati il relatore della Commissione nella seduta in cui, esponendovi il risultamento delle varie petizioni analoghe a questo progetto, vi parlava appunto degli avvocati di Chambéry e di Genova e dei calcoli su loro istituiti, e da questi calcoli risulta che la somma che dovrebbe pagare ciascun esercente, acciocchè l'erario venisse ad ottenere lo stesso beneficio che intende procacciargli la Commissione colla presente legge, è appunto approssimativo alla terza cifra d'ogni categoria, che sarebbe, ex. gr., di 60 in 70 lire per la terza delle categorie della Commissione: dunque nè per quei del primo nè per quei del secondo nè per quei del terzo grado, certamente potrebbero aver luogo alcuni lagni; e voi medesimi potete dal raffronto scorgere come nell'emendamento dell'onorevole deputato De Viry la cifra che vi rappresenta questa media cade appunto nella cifra della terza categoria presentata dalla Commissione: i lamenti adunque o, meglio, il sospetto di quelli potrebbero solo sorgere quanto a quelli che vorrebbero porre in quarto grado.

Ma io qui potrei chiedere al Ministero ed alla Commissione se veramente sono così solleciti di questo grado, di questa diminuzione che vi sarebbe dal terzo al quarto grado, perchè il Ministero, perchè la Commissione omettevano questo quarto grado in alcune loro categorie?

Bastava, infatti, per trattenerne il Ministero, per trattenerne la Commissione dal passare ad un quarto grado, solamente la tenuità della cifra che si trovasse nel terzo grado. Or non dovrebbe esser anzi più sufficiente ragione di confondere questo col precedente grado, di farne un solo di tutti, il timore di incontrare degli inconvenienti, di seminare della zizzania, e di dare una patente ingiuriosa a quegli stessi a cui il Ministero e la Commissione vogliono a quel costo far sì tenui benefici?

Sebbene questa stessa cifra media, questa cifra approssimativa della terza categoria, può ancora in beneficio del soprappreso quarto grado e di coloro che vi avrebbero preso sede, scemare di tanto di quanto, a riempire l'erario, fosse mestieri sollevare il diritto proporzionale sui locali inservienti all'esercizio della professione, ai quali, e non all'abitazione, io limto, com'è sufficiente, quel diritto proporzionale.

Perocchè io non scevro nel concreto, nella pratica i due elementi, di cui l'uno, lo stabile, deve approssimarsi alla media necessaria a riempire l'erario, ritenuta bassa in favore dei meno agiati, l'altro, il mutabile, deve correggere le inevitabili ineguaglianze di quella cifra fissa adottata per andare al riparo di maggiori inconvenienti.

È evidente, o signori, che tra una città capitale, tra una città di commercio, ed una città di provincia, vi saranno molte differenze nei fitti di questi locali; quelle differenze appunto che varranno a pareggiare anche nelle stesse categorie la differenza dei lucri dei diversi avvocati ammessi bensì al patrocinio davanti le stesse Corti, ma non capaci, per cagione del luogo di loro abitazione, di partecipare agli stessi benefici della popolazione, del commercio, ecc.

Nell'interesse poi delle differenze tra gli individui osservo che, se veramente vi sarà alcun avvocato il quale paresse aggravarsi d'alcunchè nel passare all'unica cifra equivalente approssimativamente a quello del terzo grado, amerà tuttavia

meglio cotestui di non ricevere la patente di quarto grado e di sopperire a quel più apparente tenue aumento col restringersi nel locale che inverte al suo ufficio; dove certamente non è pericolo che alcun patrocinate avvantaggiato da quell'unica tassa, voglia esimersi o ad un fitto anche di lusso, per più accorrenza, o ad una esatta consegna che potrebbe in mille modi verificare.

Ma si parlò della violazione dello Statuto, dell'ingiustizia in quel ragguglio, del difetto di colpire i ricchi. Io ritengo che questi tre argomenti si riferiscano sempre ad un solo, che cioè ciascuno deve, a termini dello Statuto, contribuire, secondo le sue facoltà ai pesi dello Stato.

Ma se si avesse letteralmente e nel suo senso in pratica, come sarebbe desiderabile, a seguir sempre il dettato dello Statuto, ne conseguirebbe in prima che una sola sarebbe l'imposta legittima, quella cioè sulla rendita. Ora, quando le cedole non pagano, quando molti latifondi sfuggono al giusto loro carico, quando capitali fruttiferi sono esenti da tassa, venire a muovere la questione dello Statuto, venire ad obiettare ingiustizia di ragguglio in quest'unica tassa dettata dallo spirito di non far ingiuria a coloro stessi che parrebbe volersi con tenue ineguaglianza beneficiare, io credo che veramente sia una questione tale, che non meriti di essere più a lungo dibattuto. Altronde lo Statuto guarentisce sibiene nel suo senso che non si faranno sopportare maggiori pesi a chi avesse men facoltà; non guarentisce che, a dispetto suo e con suo real danno ed ingiuriosa qualifica, venga alcun cittadino beneficiato.

Non ritornerò per giustificare quell'unica tassa sull'esperienza del passato, in una legge che di tanto doveva parere più ingiusta di quanto era più fallace ed equivoco l'elemento della tassa, ed in quanto non era il correttivo che offrirebbe nel presente emendamento il diritto proporzionale, limitato veramente ai soli locali inservienti all'ufficio.

Quindi io persuaso in massima degli inconvenienti, a cui si andrebbe incontro quando si volessero fare le proposte

graduazioni, certo all'incontro che l'erario mediante le modificazioni opportune nell'unica tassa non ci scapiterebbe; certo che i contribuenti non muoverebbero lagni, come non li hanno mossi per il passato, per l'ammissione d'un'unica tassa che rappresenterebbe in approssimazione la cifra del terzo grado che potrebbe ancora d'alquanto diminuirsi, innalzando il diritto proporzionale che serve di correttivo ad ogni inevitabile ineguaglianza in simile imposta, aderisco intanto all'emendamento dell'onorevole deputato De Viry, quanto al principio di stabilire una sola cifra d'imposta nelle varie categorie, ma modificata con un diritto proporzionale, il quale serva a diminuire quest'imposta, e nello stesso tempo colpisca massimamente coloro i quali, o perchè stabiliti nelle città capitali, o attesa la loro clientela, possano ed amino largheggiare nei locali del loro ufficio in confronto di quegli altri al cui arbitrio e volontà si lascierebbe, senza forza di legge e senza arbitrio degli agenti del Governo, di graduarsi, diremo così, secondo le loro esigenze di loro condizione, nella finale somma di loro tassa; dissentendo tuttavia dallo stesso emendamento nell'applicazione di questo diritto proporzionale, che dovrebbe e basterebbe che si limitasse a colpire i locali dell'ufficio, e per nulla toccasse all'abitazione restante del cittadino, la cui condizione è suggerita da altri motivi estranei alla professione.

**PRESIDENTE.** Il deputato Valerio ha la parola.

**VALERIO.** Io pregherei la Camera di rimandare la discussione a lunedì, perchè avrei a parlare almeno per tre quarti d'ora. (Si! si!)

La seduta è levata alle ore 5.

*Ordine del giorno per la tornata di lunedì:*

Seguito della discussione del progetto di legge per modificazioni provvisorie alla tassa-patenti pel 1856.